

## Article

---

« Conflits de reconnaissance et mobilisation collective »

Christian Lazzeri

*Politique et Sociétés*, vol. 28, n° 3, 2009, p. 117-160.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/039007ar>

DOI: 10.7202/039007ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## CONFLITS DE RECONNAISSANCE ET MOBILISATION COLLECTIVE

Christian Lazzeri  
Université Paris X – Nanterre  
laz117@club-internet.fr

En donnant à cet article le titre de « conflits de reconnaissance et mobilisation collective » on souhaite réfléchir sur la nature des obstacles que doivent affronter les luttes pour la reconnaissance. Cela ne revient nullement à nier le fait qu'il existe de telles luttes, ni même qu'il en existe beaucoup et de plusieurs sortes ; cela revient à se demander plutôt à quelles conditions elles obéissent, ce qui présuppose qu'il ne va pas de soi qu'elles aient lieu. Une telle remarque prend déjà à contre-pied une vision sans doute un peu idyllique de la lutte pour la reconnaissance où il suffirait simplement qu'une distribution de reconnaissance soit suspendue ou inversée pour que se manifeste *ipso facto* une résistance active à l'égard de ces phénomènes de mépris social, comme ce serait le cas pour une demande de réparation faisant suite à une offense. Les théoriciens de la reconnaissance, surtout lorsqu'ils sont philosophes, semblent en effet considérer que lorsque le mépris social mine les bases du *self-respect* et de la *self-esteem* nécessaires pour permettre à un agent de développer un certain degré d'autonomie ainsi que le sens de sa propre valeur, celui-ci tend à contester des pratiques ou à transformer les normes sociales qui aboutissent à une telle représentation négative de soi. Dans ce cadre, tout se passe comme si la motivation même d'une telle résistance ne soulevait pas de problème particulier car elle est censée exister comme une sorte d'énergie en réserve qui ne demande qu'à se manifester. Les principes ou les normes à partir desquels les agents interprètent les jugements dépréciatifs qu'ils subissent ou formulent leurs demandes de reconnaissance seraient disponibles et connus sans ambiguïté. Quant au conflit, surtout s'il est collectif, il ne soulèverait pas d'autre difficulté que celle d'organiser et de canaliser vers son but l'énergie collective disponible pour la protestation. Enfin, les risques inhérents à la pratique du conflit seraient affrontés si les agents possèdent suffisamment de détermination pour entrer dans la lutte. On pourrait cependant considérer, à l'inverse, que chacune des composantes d'un conflit de reconnaissance soulève de multiples difficultés qui rendent la mobilisation et la conduite

du conflit pour le moins problématique. C'est ainsi que les motivations pour entrer dans les luttes pour la reconnaissance peuvent ne pas ou ne plus exister sous des conditions sociales déterminées, lorsque, par exemple, l'identité des agents a été structurellement dépréciée au point même de générer désormais une insensibilisation à toute dépréciation ultérieure<sup>1</sup>; ou bien ces motivations peuvent se révéler inefficaces lorsque les attentes de reconnaissance sont, par exemple, devenues très faibles en s'adaptant à leurs chances de réalisation<sup>2</sup>. Ces motivations peuvent être compensées par des reconnaissances de substitution qui font écran à la référence aux normes et aux principes qui déterminent les attentes de reconnaissance<sup>3</sup>. Ces motivations peuvent se révéler contradictoires lorsque la demande de reconnaissance d'un agent lui fait courir le risque d'en perdre une autre tout aussi importante dont il pouvait bénéficier jusqu'ici<sup>4</sup>. Il est possible aussi que les principes au nom desquels seraient construites les attentes de reconnaissance se révèlent suffisamment complexes ou contradictoires pour que leur utilisation devienne difficile. Enfin, comme l'ont montré les théories de la mobilisation collective, on peut parfaitement avoir intérêt à entrer dans un conflit sans cependant souhaiter « acquitter » les différents coûts de participation à l'action, ce qui peut déboucher sur une extension plus ou moins grande de la défection à l'égard de l'action collective. En ce qui concerne l'action elle-même, les risques qu'elle comporte devraient au moins être pris en compte dans la mesure où ils peuvent négativement compenser le désir de reconnaissance parce qu'on a affaire à des dommages matériels dissuasifs<sup>5</sup>. Enfin, comme le montre la théorie de la mobilisation des ressources, les motivations pour entrer dans des conflits peuvent être aussi élevées que possible, mais se révéler néanmoins sans effet dès que le coût des ressources mobilisables est trop élevé ou que font défaut les possibilités politiques qui

- 
1. Christian Lazzeri, 2006, « Qu'est-ce que la lutte pour la reconnaissance ? », dans *Conflits et confiance*, sous la dir. de Robert Damien et Christian Lazzeri, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, p. 367-371.
  2. Pierre Bourdieu, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Seuil, p. 182 ss.
  3. Sur les reconnaissances de compensation, voir Michèle Lamont, 2002, *La dignité des travailleurs. Exclusion, race, classe et immigration en France et aux États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 71 ss; Geoffrey Brennan et Philip Pettit, 2004, *Economy of Esteem. An Essay on Civil and Political Society*, Oxford, Oxford University Press, p. 171-176; Erving Goffman, 2002, *L'arrangement des sexes*, Paris, La Dispute, p. 56 ss; ainsi que Peter J. Burke, 2006, « Identity Change », *Social Psychology Quarterly*, vol. 69, p. 81-96.
  4. *Id.*
  5. Tarik Tazdaït et Rabia Nessah, 2008, *Les théories du choix révolutionnaire*, Paris, La Découverte.

---

**Résumé.** Cet article s'intéressera au problème de la mobilisation collective pour entrer dans des conflits de reconnaissance en prenant en compte aussi bien la motivation que la participation à la mobilisation. Plus précisément, ce problème sera abordé en examinant la thèse classique défendue par Mancur Olson relative à la défection d'un nombre significatif d'agents rationnels pouvant affecter le succès d'une action collective et aux incitations sélectives nécessaires pour y prendre part. L'article présente un cadre théorique fondé sur le concept d'identité expressive destiné à surmonter le paradoxe d'Olson.

**Abstract.** This article will focus on the problem of collective mobilization for entering into conflicts of recognition taking into account both motivation and participation to mobilization. Specifically, this problem will be addressed by examining the classic argument supported by Mancur Olson relating to the defection of a significant number of rational agents that could affect the success of collective action and to the selective incentives needed to take part in it. The article presents a theoretical framework grounded on the concept of expressive identity that could overcome the Olson's paradox.

---

permettent de les utiliser<sup>6</sup>. Bref, il n'est nul besoin d'approfondir l'investigation pour percevoir que les conditions de construction d'une lutte pour la reconnaissance sont aussi complexes à analyser que difficiles à réunir pour les mouvements sociaux. Cela pourrait même donner lieu à un programme d'investigation dont on peut avancer qu'il est encore largement à construire malgré nombre de travaux intéressants qui ont commencé à voir le jour, principalement en sciences sociales.

Dans les pages qui suivent, on ne traitera pas l'ensemble de ces problèmes, ce qui requerrait plutôt un ouvrage pour qu'ils soient convenablement abordés. Comme l'indique le titre de cet article, on s'intéressera surtout au problème de la mobilisation collective pour entrer dans des conflits de reconnaissance en prenant en compte aussi bien la motivation que la participation à la mobilisation. Plus précisément, ce problème sera abordé en examinant la thèse classique défendue par Mancur Olson relative à la défection d'un nombre significatif d'agents rationnels pouvant affecter le succès d'une action collective et aux incitations sélectives nécessaires pour y prendre part. En substance, on se demande si le cadre théorique de ce type d'approche se révèle pertinent dès que de tels conflits sont des conflits de reconnaissance liés à des questions d'identité.

---

6. Lazzeri, « Qu'est-ce que la lutte pour la reconnaissance ? », p. 367-371.

L'identité d'un individu peut être caractérisée comme un *état* défini par une composition variable de capacités naturelles et sociales (c'est-à-dire acquises) émotionnellement intégrées à la représentation du soi. Ces capacités commandent des manières de penser, de sentir, de réagir, bref elles renvoient à des dispositions se rapportant à des objets extérieurs ou à soi-même<sup>7</sup>. De son côté, la reconnaissance est un opérateur d'identification (au sens cognitif) de capacités ou de compétences appartenant à des individus attestant qu'ils en sont bien les porteurs et un opérateur de distribution de valeur (au sens évaluatif), sur ces mêmes capacités ou compétences attestant qu'elles en possèdent une. La plupart des théoriciens admettent que cette double opération de reconnaissance exercée par des agents individuels ou collectifs engendre (surtout sous son versant évaluatif), lorsqu'elle est positive, une représentation positive de soi du point de vue de ceux auxquels elle est adressée. Cette représentation relève de façon générale des catégories de l'estime de soi ou du respect de soi qui en constituent l'expression subjective. Dans *La société du mépris*, s'interrogeant sur la possibilité de produire un concept de reconnaissance susceptible d'échapper à la « fausse reconnaissance », Axel Honneth fait observer que la reconnaissance possède tantôt un caractère *attributif*, tantôt un caractère *constructif*. Ces deux notions renvoient à deux types de distribution de reconnaissance dont les modalités subjectives sont très différentes : « on peut, soit comprendre l'affirmation opérée par un tel acte selon le modèle d'une attribution par laquelle un individu se voit en quelque sorte conférer une qualité positive ; soit, au contraire, on conçoit cet acte selon le modèle d'une perception par laquelle la qualité préalable d'un individu ne se manifeste publiquement ou ne se renforce que de façon secondaire<sup>8</sup> ». Dans le premier cas, on a affaire à la production de capacités par le biais d'un acte de reconnaissance qui, tout à la fois, constitue et valorise ce qu'il constitue ; on traite donc de la fabrication sociale de certaines qualités ou aptitudes qui sont en même temps socialement reconnues comme valables. Dans ce cas, toutes les attitudes de reconnaissance sont par définition justes, selon Axel Honneth, puisqu'elles sont adéquates ou conviennent avec les qualités dont elles sont au principe. Elles engendrent aussi bien leur contenu que leur valeur sociale. Dans le second cas, les

---

7. Christian Lazzeri « *Multiple self* et reconnaissance : le processus de construction de l'identité », dans *La reconnaissance : perspectives critiques, Le temps philosophique*, sous la dir. d'Alice Le Goff et Marie Garrau, Université de Paris-X Nanterre, 2009 ; Axel Honneth, 2006, *La société du mépris, Vers une nouvelle Théorie critique*, Paris, La Découverte, p. 255. On peut requalifier les choses autrement en distinguant une « reconnaissance productive » d'une « reconnaissance reproductive » (*ibid.*).

8. *Ibid.*

capacités ou qualités de l'individu existent préalablement (comme dans le cas de capacités naturelles) et elles sont alors reconnues sous une forme juste et appropriée, c'est-à-dire sous une forme à la fois cognitive et évaluative rationnellement justifiable<sup>9</sup>. On a affaire ici à un rapport de convenance entre l'acte de reconnaissance et les capacités reconnues et la reconnaissance ne produit que leur seule valeur sociale. C'est par le biais de l'évaluation constructive ou attributive que les capacités naturelles ou socialement acquises s'intègrent émotionnellement à la représentation du soi auquel elles sont liées par le biais d'une représentation de leur valeur et de l'acceptation de leur appartenance au soi. Ainsi, c'est l'unité des capacités et de la valeur qu'on leur attribue qui contribue, de manière plus ou moins importante, à la construction de l'identité des individus. Dans le cas contraire, c'est-à-dire sous l'effet d'une représentation négative socialement induite de ces capacités, cette intégration ne pourrait se produire parce qu'il n'existerait aucun sentiment de leur importance pour le soi et aucune acceptation liée à leur possession. La reconnaissance contribue ainsi à la construction de l'identité et elle a partie liée avec elle d'une façon structurelle. Certes, supposer que des motivations de type identitaire qui commandent l'entrée dans des conflits de reconnaissance pourraient limiter les prétentions explicatives des thèses de Mancur Olson n'est pas très convaincant si l'on se réfère à une conception « instrumentale » de l'identité, qui réduit celle-ci à une ressource susceptible d'entrer comme les autres dans des calculs de coûts liés à la mobilisation. Une telle limite n'est possible que dans le cadre d'une conception « expressive » de l'identité ; au-delà des arguments en faveur de celle-ci, la question est alors de savoir si toute conception instrumentale de l'identité n'est pas obligée, d'une manière ou d'une autre, de présupposer l'existence d'une conception expressive. On se demandera enfin quelles sont, parmi les différentes approches théoriques destinées à expliquer les

---

9. L'effet de la reconnaissance chez Axel Honneth se comprend, entre autres, à partir du rapport entre la raison et la puissance d'agir. La réalisation de soi ou l'auto accomplissement, soutient-il, consiste à pouvoir conduire librement sa vie « selon des principes rationnels » (*id.*, p. 239) ; ce qui revient à accroître son « véritable pouvoir d'action » ou à accéder à « plus de pouvoir d'action ». (Voir Axel Honneth, 2004, « *Gerechtigkeit und Kommunikative Freiheit. Überlegungen im Anschluss an Hegel* » [*Justice et liberté communicationnelle: réflexions à partir de Hegel*], dans *Subjektivität und Anerkennung* [*Subjectivité et reconnaissance*], sous la dir. de Barbara Merker, Georg Mohr et Michael Quante, Paderborn, Mantis Verlag, p. 221 et 223 [trad. fr. de Marion Schumm, 2009, dans *La reconnaissance aujourd'hui*, sous la dir. d'Alain Caillé et Christian Lazzeri, CNRS Éditions (Centre national de la recherche scientifique)].

motifs de la mobilisation et la logique de l'action collective, celles qui fournissent un cadre intellectuel approprié pour rendre compte des conflits de reconnaissance.

Ces différents problèmes seront traités en croisant une approche de philosophie politique et de sciences sociales. Cet article est divisé en trois sections : la première expose les différentes approches théoriques pertinentes pour penser les conflits de reconnaissance ; la deuxième s'interroge sur les limites du modèle olsonien dans l'explication de la défection à l'égard de l'action collective ainsi que des incitations pour y participer lorsqu'on a affaire à des conflits de reconnaissance ; la troisième défend une conception de l'identité expressive pour dépasser ces limites.

## **DEUX MODÈLES D'EXPLICATION DE LA MOBILISATION COLLECTIVE**

### **Le modèle de la frustration relative**

Avant même d'entreprendre de définir certaines propriétés des conflits de reconnaissance dont celle de leur motivation et de leur logique particulière, on doit se tourner vers l'examen des cadres théoriques à l'intérieur desquels l'explication de ces conflits pourrait prendre place en se demandant si l'une ou l'autre des approches théoriques en présence permet de les décrire et de les expliquer correctement. Parmi les théories qui se sont affrontées sur l'explication des conflits, deux méritent une attention particulière, car elles semblent pouvoir fournir un cadre approprié pour rendre compte des conflits de reconnaissance : il s'agit des théories de la « frustration relative » et de la « mobilisation des ressources ». Ces deux théories, on le sait, sont inégalement présentes dans le champ des sciences sociales contemporaines, puisque la seconde se révèle aujourd'hui largement dominante chez les politistes, les sociologues et les historiens des conflits politiques et sociaux, alors que la première ne semble plus guère recruter de partisans qu'en psychologie sociale où elle est utilisée pour analyser le comportement conflictuel de groupes restreints<sup>10</sup>. Ces théories ont été présentées à plusieurs reprises – surtout par les partisans de la seconde – comme antagonistes, et même si l'on n'est pas réellement convaincu de la pertinence de cet antagonisme (du moins concernant le cadre théorique d'ensemble), on peut provisoire-

---

10. Stephen G. Brush, 1996, « Dynamics of Theory Change in the Social Sciences. Relative Deprivation and Collective Violence », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 40, n° 4, p. 40-57. Il faudrait aussi mentionner certains travaux sociologiques, principalement ceux de la sociologie critique, comme on le verra plus loin.

ment adopter cette perspective en présentant d'abord les théories de la frustration relative, puis les théories de la mobilisation des ressources qui en constituent la critique et proposent un modèle alternatif d'explication des conflits<sup>11</sup>.

L'expression de « frustration relative » trouve son emploi systématique dans le livre déjà ancien de Samuel A. Stouffers sur les effets pervers du système de promotion qui prévalait dans l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale<sup>12</sup>, mais c'est en réalité à Karl Marx et à Alexis de Tocqueville que l'on doit

- 
11. Sur cet antagonisme, voir: Anthony Oberschall, « Group Violence. Some Hypothesis and Empirical Uniformities », *Law and Society Review*, août 1970; et Anthony Oberschall, 1973, *Social Conflicts and Social Movements*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice Hall; Anthony Oberschall, 1978, « Theories of Social Conflict », *Annual Review of Sociology*, n° 4, p. 291-315; J. Craig Jenkins, 1983, « Resources Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, n° 9, p. 527-553; J. Craig Jenkins et Kurt Schock, 1992, « Global Structures and Political Processes in the Study of Political Conflict », *Annual Review of Sociology*, n° 18, p. 161-185; J. Craig Jenkins et Charles Perrow, 1977, « Insurgency of the Powerless », *American Sociological Review*, n° 42, p. 249-268; Joan N. Gurney et Kathleen J. Tierney, 1982, « Relative Deprivation and Social Movements. A Critical Look at Twenty Years of Theory and Research », *The Sociological Quarterly*, n° 23, p. 33-47; William A. Gamson, 1975, *The Strategy of Social Protest*, Homewood (IL), The Dorset Press; John D. McCarthy et Mayer N. Zald, 1977, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, p. 1212-1241; Ralph M. Turner et Lewis M. Killian, 1972, *Collective Behavior*, Englewood Cliffs (NJ) Prentice-Hall; Charles Tilly, 1978, *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House; Didier Lapeyronnie, 1988, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources? », *Revue française de sociologie*, vol. 29, n° 4, p. 593-619; Alessandro Pizzorno, 1990, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 3, n° 9. Il existe cependant des tentatives de synthèse entre les deux modèles; voir Ronny Lindstrom et Will H. Moore, 1995, « Deprived, Rational or Both? "Why Minorities Rebel" Revisited », *Journal of Political and Military Sociology*, n° 23, p. 167-190, ainsi que Marnie Sayles, 1981, « Relative Deprivation and Collective Protest: an Impoverished Theory? », *Sociological Inquiry*, vol. 54, n° 4, p. 449-465; Pizzorno, « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », *op. cit.* Mais il existe aussi un refus de considérer la pertinence de chacun d'eux, voir Harold R. Kerbo, 1982, « Movements of Crises and Movements of Affluence. A Critique of Deprivation and Resource Mobilization », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 26, n° 4, p. 645-663.
12. Samuel A. Stouffers, 1949, *The American Soldier. Adjustment during Army Life*, Princeton, Princeton University Press; William Kornhauser (1959) usait aussi de l'expression dans *The Politics of Mass Society*, Glencoe (IL), The Free Press, p. 159-160. (Cité dans Olivier Fillieule et Cécile Péchu, 1993, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, p. 49.)



l'invention du concept, présent à l'état pratique dans leurs textes respectifs, quoique non théoriquement formulé. Dans *Travail salarié et capital*, Marx fait observer qu'avec l'accroissement du capital productif on assiste à une croissance rapide de la richesse, du luxe, des besoins et des plaisirs sociaux, et que le niveau de vie de la classe ouvrière peut augmenter. Cependant, la satisfaction procurée par une telle amélioration demeure relative dans la mesure où les ouvriers peuvent comparer leur propre situation à celle des détenteurs du capital, qui, dans le même temps, se sont considérablement enrichis, ce qui, par comparaison, rend la perception de leur propre situation par les ouvriers de plus en plus négative. Ainsi, la possibilité d'une amélioration des revenus n'est pas contradictoire avec l'idée d'une possible rébellion<sup>13</sup>. Dans *L'ancien régime et la révolution*, Alexis de Tocqueville soutient la thèse selon laquelle le mécontentement général propice à une révolution politique peut découler de l'amélioration du sort collectif des sujets car la situation d'un peuple, acceptée et patiemment supportée comme un mal nécessaire et inévitable, semble insupportable dès que l'on commence à concevoir l'idée de pouvoir y échapper<sup>14</sup>.

Dans le cadre de ses «ré-élaborations» contemporaines, le concept de frustration relative est conçu comme un cas particulier de *dissonance cognitive* entre les attentes des individus ou des groupes sociaux et les situations relatives aux objets de ces attentes. La frustration relative s'explique par la divergence ou la contradiction *perçue* entre les premières et les secondes et engendre selon l'intensité de celles-ci une motivation et une action destinées à réduire cette dissonance. On propose de décrire la frustration relative sous deux grandes catégories: la première renvoie à une forme de comparaison «interne», la seconde à une forme de comparaison «externe», et cette double catégorisation définit cinq types de frustration selon les schémas proposés par Ted Robert Gurr, James C. Davies et Walter G. Runciman<sup>15</sup>.

---

13. Karl Marx, 1972, *Travail salarié et capital*, Éditions sociales, p. 41.

14. Alexis de Tocqueville, 1952, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, t. I, p. 223. Jean-Paul Sartre formule lui aussi cette thèse dans *L'être et le néant* (1970, Paris, Gallimard, p. 489): «Car il faut ici inverser l'opinion générale et convenir que ce n'est pas la dureté d'une situation ou les souffrances qu'elle impose qui sont des motifs pour qu'on conçoive un autre état de choses où il en irait mieux pour tout le monde; au contraire, c'est à partir du jour où l'on peut concevoir un autre état de choses qu'une lumière neuve tombe sur nos peines et sur nos souffrances et que nous *décidons* qu'elles sont insupportables.»

15. Ted Robert Gurr, 1970, *Why Men Rebel?* Princeton (NJ), Princeton University Press, p. 47-56; Ted Robert Gurr, 1969, «A Comparative Study of Civil Strife», dans *Violence in America: Historical and Comparative Perspective*,

**a) Frustration relative et comparaisons « internes »**

D'un point de vue comparatif *interne*, on obtient trois types de frustration relative qui expriment trois rapports possibles entre les attentes et les situations qui leur correspondent, mais la comparaison s'effectue ici uniquement entre les attentes et la situation des individus ou des groupes sociaux considérés en eux-mêmes. Autrement dit, les individus comme les groupes comparent simplement leur propre situation avec leurs propres attentes : ils constituent ainsi leur seul point de référence de la comparaison. Dans le premier type de frustration (1) l'intervention de facteurs sociaux particuliers (programmes gouvernementaux, croissance économique et démographique, mutations technologiques...) contribue à engendrer ou à intensifier des désirs relatifs à la possession de certaines ressources parce qu'ils augmentent dans des proportions variables les chances de les obtenir, c'est-à-dire accroissent la « valeur des attentes » ainsi transformées en standard d'évaluation des ressources actuellement disponibles et des occasions offertes par la situation. La divergence croissante entre la stabilité de la situation actuelle et l'accroissement des attentes intensifie la frustration et débouche sur un phénomène de contestation sociale d'ampleur variable. Ce type de frustration prend le nom de « frustration aspirationnelle » (*aspirational deprivation*). Les sociétés agricoles traditionnelles, par exemple, connaissent cette tension lorsque l'introduction de nouvelles techniques de production laisse entrevoir une substantielle augmentation de productivité et engendre des attentes qui contrastent fortement avec le niveau actuel de satisfaction des besoins et s'opposent aux structures sociales qui encadrent les anciens dispositifs techniques. Le second type de frustration (2) renvoie à une configuration dans laquelle les attentes des individus comme des groupes sociaux sont relativement stables alors que leur situation, sous l'effet de la conjugaison de multiples facteurs sociaux, se dégrade continuellement. Comme

---

sous la dir. de Hugh D. Graham et Ted Robert Gurr, Washington (DC), US Government Printing Office; Ted Robert Gurr, 1968, « Psychological Factors of Civil Violence », *World Politics*, vol. 20, n° 2; James C. Davies, 1962, « Toward a Theory of Revolution », *American Sociological Review*, n° 27; James C. Davies, 1974, « The J-Curve of Rising and Declining Satisfaction as a Cause of Great Revolutions and a Contained Rebellion », dans *Violence in America*, *op. cit.*; James C. Davies, 1974, « The J-Curve and Power Struggle Theories of Collective Violence », *American Sociological Review*, vol. 39, n° 4; Walter G. Runciman, 1966, *Relative Deprivation and Social Justice*, Berkeley (CA), University of California Press; voir aussi James Coleman, 1998, *Foundations of Social Theory*, Cambridge (MA), Belknap Press of Harvard University, chap. XVIII.

pour (1), malgré l'inversion de l'un des paramètres (c'est la situation qui se dégrade), on obtient, en raison de la divergence croissante entre les attentes et la situation actuelle, une intensification de la frustration avec des conséquences semblables à (1). On pourrait illustrer ce second type par les révoltes qui se produisent, par exemple, dans les sociétés traditionnelles : le niveau d'aspiration des individus est relativement stable, mais une mauvaise récolte ou une croissance du prix des denrées provoque une divergence entre les attentes et la dégradation dans la satisfaction des besoins, de telle sorte qu'à partir d'une certaine ampleur de divergence, l'écart apparaît comme intolérable et suscite la rébellion. Ce type de frustration prend le nom de « frustration par décroissance » (ou frustration déclinante) (*decremental deprivation*). Le troisième type de frustration relative (3) réside dans l'écart entre satisfaction et attentes, mais cet écart se produit parce que la situation et les attentes forment deux courbes qui divergent simultanément de façon croissante, ce qui a pour effet de rendre la frustration beaucoup plus intense que dans les cas précédents. On peut trouver un exemple historique de l'accroissement de cet écart intolérable dans l'analyse de l'amorce de certains processus révolutionnaires comme celui de la Russie du début du xx<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. Les paysans sont libérés du servage en 1861 et leurs attentes en matière de satisfaction des besoins s'accroissent, alors que la situation des plus pauvres d'entre eux s'aggrave puisqu'ils ne peuvent acquérir des terres. Ils manifestent alors de nouvelles attentes à l'égard du travail salarié et émigrent vers les villes où la condition salariale aggrave de nouveau leur statut. Ils se trouvent ainsi dans des situations dans lesquelles chaque fois que leurs attentes s'élèvent elles s'accompagnent d'une dégradation perçue de leur situation, ce qui tend à radicaliser leurs demandes de réforme. Ce type de frustration prend le nom de « frustration progressive » (*progressive deprivation*). Ces trois types de rapports entre attentes et situation peuvent être décrits au moyen de trois types de courbes qui sont les courbes en « J<sup>17</sup> » en raison de leur propriété commune qui réside dans la divergence perçue entre les attentes et la situation. La différence entre les trois formes de frustration tient simplement à la variété des courbes qui réside dans la variation de chaque facteur considéré (les attentes, la situation) ou des deux ensemble.

16. Davies, « Toward a Theory of Revolution », p. 10 ss.

17. Voir les trois types de courbes en « J » en annexe.

### b) *Frustration relative et comparaisons «externes»*

On entend par comparaisons *externes*, cette fois, des comparaisons entre les attentes et la situation des individus rapportées à la situation d'autres individus membres du même groupe de référence, comparaison qui peut aussi exister entre différents groupes sociaux qui possèdent des caractéristiques voisines. Dans ce cadre, on obtient deux types de frustration relative. Le premier d'entre eux (4), que l'on peut d'abord illustrer dans sa variante individuelle («frustration individuelle»), réside dans le fait qu'un individu compare sa propre situation avec celle des autres membres de son groupe et que ses attentes sont de quelque manière affectées par cette comparaison<sup>18</sup>. Lorsqu'il perçoit que des membres de son groupe, dont les caractéristiques, les qualités et les compétences sont semblables aux siennes, améliorent leur situation alors que la sienne stagne, voire régresse, il forme des attentes qui divergent au regard de sa position et qui peuvent diverger de façon croissante à mesure qu'un plus grand nombre de membres du groupe améliore sa situation ou que la sienne régresse. Les phénomènes de discrimination pourraient illustrer ce cas de figure, par l'exemple du «déséquilibre de statut» étudié par Emile Benoit-Smullyan ou Gerhard E. Lenski et dont la déqualification discriminante constitue une expression particulière : d'un côté, la valeur nominale du diplôme, par exemple, définit pour un individu une place favorable dans la hiérarchie statutaire à l'égal des autres diplômés et définit des attentes communes. D'un autre côté, la faible rémunération de son travail pour des raisons discriminatoires inverse cette place, à la différence des autres diplômés non discriminés, violant ainsi une norme de type méritocratique<sup>19</sup>. La seconde variante de la frustration est une «frustration collective» qui renvoie à une

---

18. On renonce à utiliser ici la terminologie proposée par Reeve D. Vanneman et Thomas F. Pettigrew 1971, dans leur article («Relative Deprivation in the Urban United States», *Race*, n° 13, p. 465), lorsqu'ils parlent de «frustration égoïste» (*egoistic deprivation*) pour désigner simplement une frustration de type individuel, car cette expression présuppose déjà une thèse anthropologique tout comme elle restreint ici le sens de la notion de frustration relative, ainsi qu'on le verra plus loin.

19. Emile Benoit-Smullyan, 1944, «Status Type and Status», *American Sociological Review*, vol. IX; Gerhard E. Lenski, 1954, «Status Crystallization: a Non-vertical Dimension of Social Status», *American Sociological Review*, vol. 19. Pierre Bourdieu utilise de façon centrale ce type d'«expectation frustrée» liée au statut dans *La distinction...* (p. 180-184), ainsi que dans *Homo Academicus* (1984, Paris, Seuil, p. 213). Dans ses *Foundations of Social Theory* (*op. cit.*, chap. XVIII), James Coleman unifie les trois courbes de Ted Robert Gurr et le *status discrepancy*.

comparaison entre des groupes sociaux dont les caractéristiques sont relativement voisines, comparaison qui obéit à la même logique et a les mêmes conséquences conflictuelles.

Le second type de frustration (5) réside dans le fait que les attentes peuvent simplement se fonder sur l'accroissement de la probabilité d'amélioration des situations individuelles, probabilité qui détermine un nombre croissant d'individus à s'engager dans des activités de promotion. Or cet afflux croissant diminue la probabilité des gains de chacun, créant ainsi chez ceux qui n'ont pu réussir une frustration issue de la divergence entre les attentes de gains (espérances positives) et la situation d'échec<sup>20</sup>. L'étude déjà citée de Samuel A. Stouffers reposait sur l'observation selon laquelle certaines catégories de personnels militaires, en l'occurrence les gendarmes, appartenaient à un corps caractérisé par la rareté d'offres de promotions, mais n'en éprouvaient pas de mécontentement car la faiblesse de l'offre décourageait les velléités de promotion, donc diminuait la déception de ne pas l'obtenir, alors que le faible nombre de demandes de promotion tendait à assurer leur succès. À l'inverse, la fréquence de promotion dans le corps des aviateurs créait de l'insatisfaction pour les raisons que l'on vient de mentionner<sup>21</sup>. Comme dans le cas des comparaisons internes, la conséquence de ces deux variantes de comparaisons externes est le mécontentement, voire le conflit, dès que l'intensité de la frustration s'accroît.

Il apparaît assez clairement que ces deux derniers types de frustration relative sont justiciables de deux lectures. Le premier permet d'interpréter la frustration relative en termes de sentiment d'injustice lorsque l'absence d'amélioration (ou la dégradation) de la situation des individus frustrés repose sur des pratiques ou des procédures arbitraires au regard des normes et des croyances sociales admises au sein du groupe social ou de la communauté considéré. Dans son analyse de l'histoire du concept de frustration relative, A. Stacy Adam interprétait celle-ci en termes d'injustice perçue, montrant par là que la frustration n'avait rien à voir avec un simple ajustement entre les préférences et les chances de succès<sup>22</sup>. Cela signifie que l'illégitimité des attentes aurait pu constituer une raison suffisante pour que la frustration n'ait pas

20. Raymond Boudon, 1977, «La logique de la frustration relative», *Effet pervers et ordre social*, Paris, Presses universitaires de France.

21. James C. Davies, 1959, «A Formal Interpretation of the Theory of Relative Deprivation», *Sociometry*, vol. 22, n° 4 (p. 285 ss concernant le livre de Stouffers).

22. A. Stacy Adam, 1964, «Inequity in Social Exchange», dans *Avances in Experimental Social Psychology*, sous la dir. de Leonard Berkowitz, Academic Press Reprint, p. 267 ss.

lieu. Une telle interprétation n'a cessé d'être présente chez les théoriciens de la frustration relative. Le cas du second type décrit un ajustement entre les préférences et les chances et se révèle ainsi compatible, à l'inverse du précédent, avec une forme de « comparaison envieuse » et de concurrence engendrée ou intensifiée entre les membres d'un groupe de référence, indépendamment de toute considération de légitimité. Cette interprétation est aussi présente chez les théoriciens de la frustration relative<sup>23</sup>. Ainsi, la « perception » de la divergence entre les attentes et la situation recouvre des types de comportements bien différents.

On peut maintenant formuler quatre observations pour conclure cette présentation trop schématique. La première est que les logiques de comparaison interne et externe se révèlent combinables : (4) et (5) sont distribuables sur (1), (2) et (3), illustrant ainsi le phénomène selon lequel certains individus ou groupes sociaux souffrent de « déprivations » majeures ou moindres que les autres dans un contexte identique, mais il faudrait une étude particulière pour développer une telle analyse<sup>24</sup>. La deuxième observation est que la frustration relative constitue une explication motivationnelle de la production des conflits, mais – contrairement

---

23. De ce point de vue, la définition de la frustration relative fournie par Walter G. Runciman (*Relative Deprivation and Social Justice*, p. 9) se révèle restrictive. Celui-ci note qu' : « on peut grossièrement dire que A est relativement frustré de x si (1) il n'a pas x, (2) il voit une personne ou plusieurs autres personnes, incluant éventuellement lui-même dans le passé ou dans l'avenir, comme ayant x (que ce soit, ou doive ou non être en fait le cas), (3) il désire x et (4) perçoit comme plausible l'éventualité d'en disposer. Dire qu'il possède x peut naturellement vouloir dire qu'il était exempt ou indemne de y ». Ce qui le conduit à soutenir que « si les gens n'ont pas de raison d'attendre ou d'espérer disposer de plus qu'ils ne peuvent avoir, ils seront moins mécontents de ce qu'ils ont ou même simplement reconnaissants de pouvoir en disposer ». Il ne s'agit pas là d'une définition générale de la frustration relative, mais d'un cas particulier de frustration relevant du type (5). Il en va de même de l'analyse qu'en présente Raymond Boudon dans « Logique de la frustration relative » (*op. cit.*).

24. Lorsque Anthony Oberschall (« Theories of Social Conflict », p. 300), objecte aux théories de la frustration relative qu'on ne sait pas si les comparaisons qu'elles effectuent portent sur la propre situation des individus au regard des autres groupes sociaux ou au regard de normes sociales définissant des prescriptions, il n'est pas difficile de répondre qu'on peut avoir affaire à l'une ou l'autre des deux bases de comparaison, voire à la combinaison des deux. C'est à l'étude empirique considérée de choisir la base de comparaison qui convient. On laisse par ailleurs de côté le rôle de la frustration relative, non pas comme origine du conflit, mais lorsqu'elle est produite par son développement. (Voir Walter Korpi, 1974, « Conflict, Power and Relative Deprivation », *The American Political Science Review*, vol. 68, n° 4, p. 1569-1578.)

à ce que prétendent certaines critiques assez peu informées – elle ne suffit pas à elle seule à en rendre compte. On doit pour cela faire intervenir de multiples facteurs explicatifs tels que l'anticipation de la coercition, la présence de mécanismes institutionnels qui permettent l'expression du désaccord non violent comme alternative à la rébellion, l'existence de « traditions culturelles » facilitant ou non la violence civile, la facilité de la mobilisation liée à la densité et à l'organisation des groupes sociaux, l'intervention du facteur temps pour permettre de réduire la divergence entre les attentes et la situation. Il est donc parfaitement possible que l'existence d'une frustration relative ne s'exprime pas sous la forme d'un conflit<sup>25</sup>. La troisième observation est que la théorie de la frustration relative dans toutes ses variantes ne formule pas d'hypothèse de rationalité concernant le comportement des individus. En tant qu'explication motivationnelle, elle met simplement l'accent sur l'enchaînement entre la frustration et l'action agressive qui en découle sans postuler que les individus sont dotés de capacités d'effectuer des choix rationnels, ce qui laisse ouverte, contrairement ici aussi à des critiques assez peu pertinentes, une option de compatibilité avec les théories du choix rationnel.

Dernière observation de particulière importance : si les théoriciens de la frustration relative semblent avoir surtout mis l'accent sur la description de la situation des individus et des groupes sociaux en termes de ressources matérielles, ils n'ont pas pour autant négligé de prendre en compte les éléments de statut social, d'autoréalisation ou d'estime de soi, liés à la construction ou à la reproduction des identités<sup>26</sup>. Les derniers travaux de Ted Robert Gurr semblent d'ailleurs donner une place croissante à ces derniers éléments très largement repris dans différentes études de psychologie sociale<sup>27</sup>. On reviendra sous peu sur ce dernier aspect en examinant le statut des conflits de reconnaissance.

25. Gurr, *Why Men Rebel*, p. 28 et chap. IV ; Gurr, « Psychological Factors of Civil Violence », p. 259-277 ; voir aussi Erik Neveu, 2005, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, p. 38 ss. Anthony Oberschall l'avait pourtant reconnu dans « Group Violence... » (p. 64-65), sans pour autant en tenir réellement compte.

26. Gurr, *Why Men Rebel*, p. 25-26 ; James C. Davies, 1963, *Human Nature in Politics. The Dynamics of Political Behavior*, New York Wiley, p. 8-63.

27. Ted Robert Gurr, 1993, « Why Minorities Rebel: A Global Analysis of Communal Mobilization and Conflict since 1945 », *International Political Science Review*, vol. 14, n° 2, p. 161-201 ; Ted Robert Gurr, 1997, « Ethnopolitical Rebellion: A Cross-sectional Analysis of the 1980's with Risk Assessment for the 1990's », in *American Journal of Political Science*, vol. 41, n° 4, p. 1079-1103. Parmi les travaux récents de psychologie sociale qui s'appuient sur la théorie de la frustration relative, voir Iain Walker, 1999, « Effects of Personal and Group Relative Deprivation on Personal and Collective Self-

## Le modèle de la théorie de la mobilisation des ressources

On peut maintenant en venir à l'examen du second modèle d'explication des conflits, celui de la théorie de la mobilisation des ressources, dont la critique de la théorie de la frustration relative a accompagné la propre construction. Schématiquement, trois types de critiques – pour ne retenir que les principales – ont été formulés à l'encontre de celle-ci. La première critique est que cette théorie recourt à une explication de type psychologique destinée à rendre compte de l'émergence des conflits à partir de situations sociales considérées comme « normales » et progressivement affectées par des processus de changement social qui créent des tensions sous la forme de divergence entre les situations et les attentes. Or, il n'y a pas, en réalité, à s'interroger sur l'émergence du mécontentement social, qui se traduirait de manière « éruptive » ou « volcanique » dans la mesure où celui-ci se révèle constant et structurel dans les sociétés capitalistes contemporaines<sup>28</sup>. Le véritable facteur explicatif des conflits et de la mobilisation collective qui les soutient réside dans la possibilité pour les agents de recourir à des ressources sociales variées dont la disponibilité et le coût facilitent l'entrée dans le conflit à mécontentement constant. De telles ressources font l'objet d'une définition très vague. Anthony Oberschall, par exemple, soutient que les ressources consistent en « toutes sortes de choses, depuis les ressources matérielles – emploi, revenus, économie et accès à des biens matériels et des services – jusqu'aux ressources immatérielles – autorité, engagement moral, croyances, amitiés, capacités, etc.<sup>29</sup> ». Charles Tilly signale lui aussi que les ressources sont, de façon générale, tout ce

---

esteem », *Group Processes and Intergroup Relations*, vol. 24, n° 4; Naomi Ellemers, 2001, « Social Identity and Relative Deprivation », dans *Relative Deprivation: Specification, Development, and Integration*, sous la dir. d'Iain Walker et Heather J. Smith, Cambridge, Cambridge University Press; Miles Hewstone, 1998, « Social Identity Theory's Self-esteem Hypothesis: a Review and some Suggestions », *Personality and Social Psychology Bulletin*, n° 2; Peter R. Grant et Rupert Brown, 1995, « From Ethnocentrism to Collective Protest: Response to Relative Deprivation and Threats to Social Identity », *Social Psychology Quarterly*, vol. 58, n° 3, p. 195-211.

28. Oberschall, « Theories of Social Conflict », p. 298; Jenkins, « Resources Mobilization Theory... », p. 528; Jenkins et Schock, « Global Structures and Political Processes... », p. 166; Gurney et Tierney, « Relative Deprivation and Social Movements... », p. 45; Tilly, *From Mobilization to Revolution*, p. 206.
29. Anthony Oberschall, *Social Conflicts and Social Movements*, p. 28; voir aussi Oberschall, « Theories of Social Conflict », p. 305 ss. Terry M. Moe (1980, *The Organization of Interest*, Chicago, University of Chicago Press) propose une définition très voisine des ressources. Voir en outre Jenkins, « Resource mobilization... », p. 533.



qui peut être utile dans l'action pour des intérêts partagés<sup>30</sup>. On en trouve une définition voisine tout aussi large chez James Coleman, sous le terme de « capital social ». À partir de telles définitions, on peut présenter, par exemple, deux lectures différentes d'un même phénomène de mobilisation collective, le mouvement des Noirs américains en faveur des droits civils dans les années 1960. On peut se tourner vers une explication en termes de frustration relative ou vers une explication qui met l'accent sur le fait que les Noirs s'étant renforcés et mieux organisés dans le cadre de leurs églises et de leurs différentes associations – considérées comme des ressources – faisaient preuve de réactions collectives plus rationnelles et plus efficaces à l'égard des pratiques ségrégationnistes, ce qui explique leur engagement croissant dans les conflits sociaux. Il en résulte – contrairement au schéma explicatif de la théorie de la frustration relative – que la formation de tels mouvements sociaux est liée à l'amélioration de leur position, non parce que celle-ci engendre de la frustration, mais parce qu'elle favorise la mobilisation des ressources en en réduisant le coût<sup>31</sup>. Il s'ensuit, en outre, que là où la théorie de la frustration relative met l'accent sur le comportement irrationnel des individus frustrés, la théorie de la mobilisation des ressources insiste, à l'inverse, sur le fait que les individus ont tendance à agir rationnellement en définissant leurs intérêts, en recourant à des calculs coûts/avantages et en pratiquant des anticipations rationnelles<sup>32</sup>.

Une deuxième objection est que la théorie de la frustration relative part de celle de l'individu et la transfère au groupe, ce qui constitue une forme de réductionnisme car cela présuppose une homogénéité de motivation collective et repose ainsi sur la thèse d'une convergence et d'une agrégation de motivations et de comportements individuels identiques. Cette thèse est diffici-

---

30. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, p. 7.

31. Jenkins, « Resources Mobilization Theory... », p. 532; John D. McCarthy et Mayer N. Zald, 1973, *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown (NJ), General Learning Corporation, p. 251; Oberschall, « Group Violence... », p. 83; voir aussi Charles Tilly et Sidney Tarrow, 1972, « Hardship and Collective Violence in France, 1830 to 1960 », *American Sociological Review*, vol. 37; et le débat entre James C. Davies et les auteurs dans : Davies, « The J-Curve and Power Struggle... », *op. cit.* et Charles Tilly et Sidney Tarrow, 1974, « On Debating and Falsifying Theories of Collective Violence », *American Sociological Review*, vol. 39, n° 4.

32. John D. McCarthy et Mayer N. Zald, 1980, « Social Movement Industry », *Research in Social Movements, Conflict and Change*, n° 3; Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, p. 28 et 343; Gamson, *The Strategy of Social Protest*, p. 81-82. On a vu *supra* que la théorie de la frustration relative ne suppose pas *a priori* un comportement irrationnel ou rationnel des individus.

lement compatible avec le pluralisme sociologique des mouvements sociaux, ce qui signifie que toutes les composantes d'un mouvement social ne possèdent ni la même situation, ni les mêmes attentes. Autrement dit, les théoriciens de la frustration relative n'expliquent pas vraiment l'émergence d'une telle motivation collective pour entrer dans le conflit<sup>33</sup>. En outre, cette conception de la convergence des motivations et des conduites ne tient pas compte des phénomènes de sympathie et d'identification des groupes avec tel ou tel de leurs membres qui peuvent conduire les individus non frustrés des premiers à se mobiliser en faveur des seconds : « on pourrait objecter, écrit Anthony Oberschall, que si un individu est frustré, en colère (par exemple, disons à la suite de la violence policière) et se trouve replongé dans son milieu social immédiat, les autres individus seront aussi en colère, non pas parce qu'ils ont directement expérimenté eux-mêmes cette situation frustrante, mais parce qu'ils sympathisent avec et s'identifient à la victime<sup>34</sup> ». La frustration relative ne peut ainsi apparaître comme la cause unique de la mobilisation collective.

Une troisième objection concerne le statut de la comparaison entre la situation et les attentes sur laquelle repose la théorie de la frustration relative : en mettant l'accent sur la divergence *perçue* entre les attentes de la situation, cette théorie ne prend pas en compte la cohérence ou l'écart possible entre la situation *perçue* et la situation *objective*, ce qui rend difficile l'évaluation de l'intensité d'une frustration qu'on ne peut mesurer, laissant ainsi le concept de frustration relative dans l'indétermination<sup>35</sup>.

En se concentrant sur le « comment » de la mobilisation et sur la seule explication de sa dynamique, les théories de la mobilisation examinent si les mouvements sociaux sont centralisés au moyen d'organisations fortes et si les interactions entre les groupes sociaux organisés sont denses ou non, solidaires ou non ; si leurs membres sont capables de se mobiliser collectivement au moyen de toute une série de « répertoires d'actions » collectives disponibles et modifiables ; elles se demandent s'ils disposent d'une culture du conflit ; s'ils bénéficient d'alliances stratégiques et de structures d'occasions politiques favorables à la mobilisation ; si la structure des régimes politiques considérés favorise la négociation plutôt que le conflit violent ; si les mouvements sociaux disposent de moyens de communication efficaces susceptibles de coordonner différents sites de conflits ; si les « entrepreneurs politiques » – les

---

33. Gurney et Tierney, « Relative Deprivation and Social Movements... », p. 38.

34. Oberschall, « Theories of Social Conflict », p. 301 ; Herbert Blumer, 1978, « Social Unrest and Collective Protest », *Studies in Symbolic Interactions*, vol. 1, p. 1-54.

35. Gurney et Tierney, « Relative Deprivation and Social Movements... », p. 44.

organisateurs de mouvements – disposent d’incitations efficaces pour entreprendre leur tâche; s’ils sont capables d’enchaîner de façon efficace les différents épisodes de la dynamique de la mobilisation et du conflit<sup>36</sup>. Comme le notent Charles Tilly et Sidney Tarrow, il faut rompre avec les illusions motivationnelles qui consistent à croire qu’il serait possible de connaître la cause fondamentale des conflits en essayant de lire dans l’esprit des protagonistes. Le déclenchement et le déroulement des conflits dépendent en réalité d’éléments qui ont peu à voir avec les motivations, mais plutôt avec l’ensemble des ressources disponibles rapportées aux structures d’occasions politiques susceptibles d’abaisser le coût de la mobilisation pour des agents rationnels<sup>37</sup>.

Ce n’est pas ici le lieu de confronter la validité respective de ces deux modèles théoriques du conflit dans leur ensemble et d’évaluer la justesse des objections croisées qui ont été échangées entre les partisans de l’un ou l’autre d’entre eux. On se bornera dans ce qui suit à se demander de quelle utilité ils peuvent être pour penser les conflits de reconnaissance et de quelle manière ceux-ci peuvent impliquer un réaménagement de chacun d’entre eux.

## SURMONTER LA STRATÉGIE DU *FREE RIDER*

### La thèse d’Olson et ses critiques

On pourrait soutenir que l’un des problèmes importants qu’a tenté de surmonter la théorie de la mobilisation de ressources est celui de la participation à la mobilisation collective dans les termes où il a été posé par Mancur Olson et en empruntant sa prémisse relative à la rationalité d’agents égoïstes (prémisse présupposée par ses thèses) – au point que, dans son premier livre, Anthony Oberschall n’hésitait pas à soutenir que la théorie de la mobilisation des ressources constituait une élaboration de la théorie de Mancur Olson, comme le faisaient aussi John D. McCarthy et Mayer N. Zald<sup>38</sup>. Lorsque l’action d’un groupe social (donc une

36. Tilly, *From Mobilization to Revolution*, chap. III et IV; Charles Tilly et Sidney Tarrow, 2008, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, chap. I-IV; et Daniel Céfai, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l’action collective*, Paris, La Découverte, p. 68 ss.

37. Tilly et Tarrow, *Politique(s) du conflit...*, p. 231; Tilly, *From Mobilization to Revolution*, p. 206; voir aussi Gamson, *The Strategy of Social Protest*, p. 81-82.

38. Oberschall, *Social movement*, p. 118; McCarthy et Zald, 1977, «Resource Mobilization and Social Movements...», *op. cit.*; Charles Tilly, 1992, «Réclamer viva voce», *Culture et conflits*, n° 5, [<http://www.conflits.org/>]

action collective) a pour objet l'obtention de « biens publics », c'est-à-dire de biens consommables sans rivalité, des agents rationnels et égoïstes auront tendance à ne pas acquitter les coûts d'entrée dans la mobilisation (recherche de l'information sur la décision à prendre, temps consacré à la délibération, temps et énergie consacrés à l'action), en anticipant le fait que les autres participants le feront à leur place. En effet, on ne peut exclure personne de l'accès à un bien collectif lorsqu'il est membre d'un groupe auquel profite ce bien et, dans un groupe de grande taille, on observera que chacun aura tendance à ne pas s'engager dans la demande de tels biens en escomptant une répartition marginale de la charge des coûts de participation – attribuables à sa défection – sur les autres participants, ce qui revient à dire que sa défection sera peu visible. Chacun se contentera simplement de jouir de la fraction du bien collectif obtenu dont on ne peut le priver, sans avoir participé à son obtention. Dans ce cas, on dira que la tendance à la défection de chaque coopérant (le *free rider*) devient une stratégie dominante de défection. La distributivité de ce calcul rationnel couplée au fait que nul n'est en état de prendre en charge à lui seul le coût de l'organisation et de la conduite de l'action collective implique que le groupe n'entreprendra pas l'action ou cessera plus rapidement de se procurer du bien collectif malgré l'intérêt que pouvaient avoir au départ tous ses membres de voir l'action réussir<sup>39</sup>. Ainsi, le partage d'un intérêt commun n'engendre pas forcément une action commune parce que la rationalité individuelle et la rationalité collective ne coïncident pas. Tel est, en substance, le problème que posait Mancur Olson à la sociologie de la mobilisation collective. On pourrait d'ailleurs en conclure qu'il s'agit là d'une nouvelle critique de la théorie de la frustration relative qui dirait que celle-ci ne suffit pas à engendrer une action collective dès que les agents procèdent à des calculs coûts/avantages concernant leur propre participation à cette action.

Pour faire face à cette stratégie rationnelle de défection, on peut recourir à la coercition, ce que font tous les États fiscaux qui attendraient sans cela en vain la contribution financière de leurs citoyens. Mais on peut aussi recourir à des incitations sélectives comme le font de nombreux groupes organisés (associations, syndicats...), ce qui consiste à compléter les parts de bénéfices de biens collectifs de leurs membres par des services annexes

---

index143.html], p. 7; et Tilly, *From Mobilization to Revolution*, p. 59-60 et 74. Cela ne signifie pas que tous les théoriciens de la mobilisation des ressources partagent cette « filiation » olsonienne.

39. Mancur Olson, 1978, *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France, p. 58; voir aussi Boudon, « Logique de la frustration relative », p. 38-41 et 177-178.

(informations privilégiées, aide juridique, aide à la promotion...). On augmente ainsi le bénéfice de l'action pour chaque membre et on l'engage à poursuivre le versement de sa contribution aussi bien en termes de coûts financiers que de coûts de participation au sens large. Inversement, les membres des petits groupes auront tendance à manifester plus difficilement cette stratégie de défection parce que l'augmentation du coût marginal de la contribution de chaque membre croît proportionnellement plus vite que dans les grands groupes, ce qui rend les défections plus facilement repérables<sup>40</sup>. En outre, dans les relations de face à face qui prévalent dans les groupes restreints, les sanctions contre les *free riders* (coûts matériels ou blâmes) sont plus faciles à distribuer à chaque individu sous forme de *dommage personnel*, tout comme le sont les récompenses matérielles ou symboliques (prestige, respect, estime de soi) distribuées à chaque individu comme un *bien personnel*<sup>41</sup>. Il en découle que, pour Mancur Olson, l'action collective destinée à obtenir des biens publics se résume invariablement à la stratégie rationnelle-instrumentale de « l'individualisme possessif » qui vise en permanence à externaliser les coûts et à internaliser les gains, avec une efficacité variable selon qu'on a affaire à des groupes sociaux de taille différente<sup>42</sup>.

Les théoriciens de la mobilisation des ressources, tout en s'inscrivant dans un tel cadre théorique, mais en étudiant les mobilisations collectives existantes, ont tenté de surmonter le paradoxe de Mancur Olson en lui opposant plusieurs arguments. Ils ont fait valoir que le *free rider* pouvait être sanctionné par le groupe pour sa défection selon la logique du *tit for tat* étudiée par Robert Axelrod dans les jeux séquentiels à coups répétés et reprise par Charles Tilly : chaque défection est punie par une sanction et

---

40. Olson, *Logique de l'action collective*, p. 66 ; voir aussi, dans une perspective critique à l'égard d'Olson, Pamela Oliver, 1980, « Rewards and Punishments as Selective Incentive for Collective Action: Theoretical Investigations », *American Journal of Sociology*, vol. 85, n° 6.

41. Olson, p. 83-84 : « *le statut social et la reconnaissance sociale sont des biens individuels non collectifs* » [souligné par l'auteur] ; il s'agit d'incitations sélectives que, du reste, Mancur Olson ne prendra pas en compte car on ne peut mesurer empiriquement leurs effets.

42. On laissera ici de côté, faute de place, une discussion des théories dont l'objet n'est pas l'analyse des coûts de participation dans la version de Mancur Olson, mais l'évaluation des risques physiques des participants à la rébellion ou la révolution. (Voir Peter Kuril-Klitgaard, 1997, *Rational Choice, Collective Action and the Paradox of Rebellion*, Copenhagen, Institute of Political Science and Political Studies Press ; pour une bibliographie des travaux sur cette question, voir Tazdaït et Nessah, *Les théories du choix révolutionnaire*, *op. cit.*

chaque acte de participation se trouve récompensé<sup>43</sup>. Ils ont aussi avancé qu'il existe d'autres incitations sélectives, plus importantes que celle examinées par Olson, dont le *free rider* pourrait perdre le bénéfice par sa défection, telles que l'absence de solidarité du groupe à son égard qui le prive de sécurité, de protection et de confiance en soi pour agir dans des contextes variés<sup>44</sup>. James Coleman a fourni une version plus sophistiquée de cette objection en montrant que les individus ne peuvent disposer d'un capital social de ressources mobilisables pour leurs propres objectifs que s'ils possèdent des créances sur ce capital. Il faut donc qu'ils réussissent à le mobiliser lorsqu'ils en ont besoin. Or, ils ne peuvent le faire en leur faveur que s'ils coopèrent constamment avec leur groupe social pour que celui-ci devienne débiteur à leur endroit, ce qui s'oppose précisément à la pratique du *free riding*<sup>45</sup>. On a enfin objecté que, d'un strict point de vue de choix rationnel, l'argument de Mancur Olson peut se retourner contre lui-même, car, si tous les individus sont des agents rationnels qui font défection, la privation du bien collectif découlant de l'universalité de la défection peut se révéler supérieure, en termes de coût, à celui de la participation individuelle, ce qui pourrait, du même coup, engendrer une sur-mobilisation : la défection n'est donc pas forcément un argument rationnel si l'on ne parvient pas à exclure l'hypothèse de son universalisation possible et de ses conséquences collectives négatives<sup>46</sup>. Pour intéressantes que soient ces objections, leur portée se révèle néanmoins restreinte dans la mesure où les deux premières qui s'attachent à des stratégies de rétorsion et de

---

43. Charles Tilly, 1986, « Action collective et mobilisations individuelles », dans *Sur l'individualisme*, sous la dir. de Pierre Birnbaum et Jean Leca, Paris, Presses de la FNSP (Fondation nationale de science politique), p. 235 ; et Anthony Oberschall et Kim Hyojoung, 1996, « Identity and Action », *Mobilization: an International Journal*, vol. 1, n° 1, p. 83.

44. Oberschall, « Theories of Social Conflict », p. 308 ; François Chazel, 1986, « Individualisme, mobilisation et action collective », dans *Sur l'individualisme*, *op. cit.*, p. 250-252.

45. Coleman, *Foundations of Social Theory*, chap. XII.

46. Pamela Oliver, 1984, « If You Don't Do It, No One Else Will », *American Sociological Review*, n° 49. Voir aussi Pierre Favre, 1980, « Nécessaire mais non suffisante : La sociologie des "effets pervers" de Raymond Boudon », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 6, p. 1238. On pourrait ajouter à ces critiques, comme le font Brian Barry et Russell Hardin (dir.) (1982, dans leur livre *Rational Man, Irrational Society?* Beverly Hills, Sage publications, p. 28-29), que la thèse de Mancur Olson sur les incitations sélectives se révèle paradoxale puisqu'elle fonctionne dans le cadre de groupes sociaux déjà formés, mais qu'elle ne peut rendre compte, par définition, de l'action collective qui contribue à les engendrer : d'où pourraient provenir en effet dans ce cas les incitations sélectives ?

privation des bénéfiques ne concernent que des groupes restreints qui parviennent à identifier relativement facilement le *free rider*, ce qu'Olson avait du reste affirmé, et qui ne vaut pas pour les groupes de grande taille sur lesquels portait précisément son argument. On ne peut donc lui objecter ses propres thèses. Quant à la troisième objection, elle repose sur la prémisse olsonienne de l'universalité du comportement des égoïstes rationnels, ce qui la rend contradictoire. Cependant, indépendamment de ce qu'il en pense, ce postulat d'universalité n'est pas nécessaire : on peut simplement supposer que les *free riders* eux-mêmes excluent l'hypothèse de l'universalité de la rationalité en anticipant le fait que les participants à la mobilisation collective, n'étant ni rationnels, ni égoïstes, prendront à leur charge le surcoût de la mobilisation proportionnel à l'extension et à l'intensité de la défection. On perd ainsi le caractère paradoxal de la thèse d'Olson (si tous les individus sont des égoïstes rationnels comment expliquer l'existence d'une mobilisation ?), mais pas sa substance (il existe bien une défection qui met en danger la réussite de la mobilisation).

### **Identité et mobilisation collective**

Dans ces conditions, si l'on veut souligner les limites des thèses d'Olson, il devient plus pertinent de formuler d'autres objections en prenant, cette fois, ses distances de façon plus ou moins affirmée avec l'axiomatique olsonienne. C'est sans doute en insistant de manière de plus en plus marquée sur le rôle de l'identité dans le processus de la mobilisation collective que les théoriciens de la mobilisation des ressources manifestent le plus clairement une telle prise de distance et un renouvellement de la critique des thèses d'Olson. Cela signifie du même coup que leur théorie du conflit prend en compte de façon plus marquée la dimension de la demande de reconnaissance dans les conflits collectifs. Dans ce cadre, la conception des incitations sélectives formulées par les théoriciens du choix rationnel leur apparaît désormais comme

extrêmement étroite – généralement matérialiste – [...] et leur vision anomique de l'individu est cependant trop restrictive. L'image à laquelle on aboutit ainsi est en effet celle d'un être isolé qui décide si oui ou non il se lance dans une action collective « offerte » par un quelconque entrepreneur. Cette perspective

ignore le niveau d'engagement et d'investissement ontologique préalable de l'individu dans différentes sortes de structures et de pratiques sociales<sup>47</sup>.

De ce fait, « ceux qui participent à des mouvements nationaux expriment des revendications vis-à-vis des autorités officielles, mais ils affirment aussi leur identité – ou celle de la population dont ils se présentent comme les porte-parole – en tant qu'acteurs porteurs d'une dignité propre, appartenant à un groupe puissant et solidaire. Les mouvements sociaux ont été surtout efficaces pour affirmer l'existence d'acteurs sociaux laissés pour compte – et pour doter ces acteurs d'une identité collective<sup>48</sup> », ce qui signifie d'abord que la mobilisation contestataire entremêle des revendications d'intérêt et des revendications d'identité, et ensuite que l'identité collective peut précéder le conflit comme l'une de ses conditions (c'est l'option qu'on privilégiera dans l'analyse qui suit), mais se trouver aussi constituée ou modifiée par lui comme l'une de ses conséquences du fait que les identités ne renvoient pas à des « essences », mais à des constructions sociales complexes.

Quel est exactement le rapport entre cette affirmation de l'identité collective et le processus de mobilisation ? Pour Charles Tilly et Sidney Tarrow, l'identité collective fonctionne essentiellement à travers l'activation d'une « frontière » qui sépare le « nous » du « eux » selon quatre composantes : (1) la frontière elle-même qui exprime la distinction des identités considérées ; (2) l'ensemble des relations internes aux groupes de part et d'autre de la frontière ; (3) les relations entre les groupes de part et d'autre de la frontière ; et (4) des interprétations partagées de cette frontière et de ces relations<sup>49</sup>. Ces frontières préexistantes qui peuvent prédisposer au conflit entre les classes, les groupes ethniques ou religieux, les quartiers, se trouvent « activées » et deviennent des références dans le cadre de revendications collectives acquérant ainsi une importance nouvelle lorsque la disponibilité des ressources s'accroît,

47. Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam, 1998, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, n° 41, p. 20.

48. *Id.*, p. 14 ; et Tilly, *From Mobilization to Revolution*, p. 52.

49. Tilly et Tarrow, *Politique(s) du conflit...*, p. 39 ; Charles Tilly et Sidney Tarrow, 2006, « How Identity Works », *Hellenic Political Science Review*, n° 27 ; et Charles Tilly, 2004, « Social Boundary Mechanisms », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 34, n° 2, p. 211-236 ; Charles Tilly, 1998, « Social Movements and (all sorts of) Other Political Interactions—Local, National—Including Identities », *Theory and Society*, vol. 27, n° 4, p. 453-480 ; Jenkins, « Resource Mobilization Theory... », p. 538 ; Alberto Melucci, 1988, « Getting Involved : Identity and Mobilization in Social Movements », *International Social Movement Research*, vol 1, p. 329-348.



diminuant par là le coût de la mobilisation<sup>50</sup>. La revendication collective que le groupe social adresse à d'autres groupes ou aux institutions politiques exige, en même temps que la satisfaction de ses intérêts matériels, la reconnaissance de son identité qui peut s'exprimer dans le droit ou dans tout acte de politique publique visant à « certifier » l'importance du statut du groupe considéré<sup>51</sup>. Tel est l'enjeu des conflits de reconnaissance liés à l'identité et reposant sur des processus de mobilisation collective.

De ce point de vue, on peut alors adresser les objections suivantes à Mancur Olson<sup>52</sup>: si l'on se réfère aux quatre propriétés qui caractérisent les identités collectives selon Charles Tilly et Sidney Tarrow, on remarquera que (1), (3) et (4) relèvent de logiques d'assignation identitaires par lesquelles les groupes sociaux attribuent réciproquement des propriétés communes à tous leurs membres en les évaluant de façon positive ou négative (ce que peuvent faire aussi les institutions politiques) et en agissant en conséquence. La seconde propriété renvoie au comportement des membres d'un même groupe les uns vis-à-vis des autres (reconnaissance, solidarité, entraide, etc. dans les limites de leur concurrence interne), en raison de la possession de ces propriétés communes. La combinaison de ces quatre propriétés fait que tous les membres du groupe, quelle que soit sa taille, subissent *en commun* les effets de stigmatisation ou de dépréciation qui découlent de la considération négative de leur identité partagée, ce qui favorise leur disposition à la mobilisation: pour le dire à la manière de Durkheim, chaque individu se sent atteint dans la part de « conscience collective » dont il est le porteur et qui se trouve lésée par les actes de discrimination ou de mépris social qu'il subit.

On pourrait cependant objecter à cette thèse que, puisque les demandes de reconnaissance peuvent donner lieu au même type de mobilisation que celui que Mancur Olson analyse concernant les intérêts matériels, on pourrait désirer bénéficier d'une reconnaissance comme bien collectif du groupe, sans vouloir acquitter le coût de la mobilisation, ce qui nous ramènerait au point de départ. On répondra alors que les propriétés communes qui forment l'identité collective s'expriment dans des statuts sociaux communs, des styles de vie partagés, des pratiques linguistiques, culturelles, religieuses ou « assistantielles » collectives qu'il est impossible de mettre en œuvre seul et dont il est impossible de

50. Tilly et Tarrow, *Politique(s) du conflit...*, p. 68-69 et 137-141.

51. *Id.*, p. 141 et 310; voir aussi Oberschall, « Group Violence... », p. 80-81.

52. Mais ces objections ne sont jamais si clairement formulées comme dans ce qui suit, ce qui explique que nombre de critiques de la théorie de la mobilisation des ressources ne voient pas très bien en quoi cette théorie réussit vraiment à surmonter les paradoxes de Mancur Olson.

profiter seul puisqu'on a affaire ici, selon l'expression de Charles Taylor, à des biens «immédiatement communs<sup>53</sup>». Ces pratiques collectives portées par des individus identifiables au moyen de divers types de marqueurs sociaux permettent au groupe social, quelle que soit sa taille, d'offrir une reconnaissance à chacun de ses membres. Il en découle que la reproduction de l'identité collective par laquelle les individus s'identifient au groupe passe par la reproduction du groupe comme condition de la reconnaissance individuelle. Comme le dirait Pierre Bourdieu, les individus contribuent à assurer la reproduction du groupe qui leur distribue de la reconnaissance. Dès que celui-ci se mobilise pour défendre ou promouvoir son identité, ils auront tendance à se mobiliser pour le renforcer tout autant que pour obtenir la reconnaissance publique qu'il exige comme bien collectif. Ce qui prédomine, dans ce cadre, est plutôt un rapport de fidélité et de loyauté à l'égard du groupe soutenu par des émotions d'indignation, de fierté ou de colère<sup>54</sup>. Il faudrait sans doute – ce qu'il est impossible de faire ici – examiner les effets d'une série de facteurs susceptibles de moduler cette thèse, tels que la force de la relation d'appartenance, les conditions de l'organisation du groupe, la différence de statut des agents au sein du groupe, la mobilité sociale existant entre les groupes, l'existence de comparaisons ascendantes ou descendantes avec les groupes sociaux les plus proches, ainsi que le rôle des leaders charismatiques ou des «entrepreneurs politiques<sup>55</sup>».

- 
53. Charles Taylor, 1997, «Quiproquos et malentendus: le débat communautariens-libéraux», dans *Libéraux et communautariens*, sous la dir. d'André Berten, Pablo da Silva et Hervé Pourtois, Paris, Presses universitaires de France, p. 100; Rick Fantasia, 1995, «From Class Consciousness to Culture, Action and Social Organizations», *Annual Review of Sociology*, vol. 21, p. 269-287; Oberschall et Hyojoung, «Identity and Action», p. 64. Pour une analyse plus approfondie du concept d'identité, voir Christian Lazzeri, «Multiple self et reconnaissance...», *op. cit.*
54. James M. Jasper, 1998, «The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements», *Sociological Forum*, vol. 13, n° 3, p. 404 ss.
55. Sur la force des relations d'appartenance, voir Bert Klandermands, 2002, «How Group Identification Helps to Overcome the Dilemma of Collective Action», *American Behavioral Scientist*, vol. 45, n° 5, p. 891. Sur la hiérarchie des statuts, le prestige ethnique et la mobilité sociale intergroupe, voir Hannah Ayalon, Eliezer Ben-Raphaël et Stephen Sharot, 1986, «The Costs and Benefits of Ethnic Identification», *British Journal of Sociology*, vol. 37, n° 4, p. 551 ss. Sur les effets de l'organisation interne du groupe dans la constitution de l'identité, voir George A. Akerlof et Rachel E. Kranton, 2005, «Identity and the Economics of Organisation», *Journal of Economic Perspective*, vol. 19, n° 1, p. 9-32, qui étudient les exemples de l'armée et de la firme.

La reconnaissance est ainsi une incitation à la participation tout comme elle en constitue le but. La défection individuelle, dans ce cas, n'a pas vraiment de raison d'être<sup>56</sup>.

Plus encore, quand bien même on resterait sur le terrain de Mancur Olson, sa thèse appellerait la critique suivante : pour celui-ci, on l'a vu, la reconnaissance comme incitation sélective ne peut être distribuée qu'au sein de petits groupes, dans des relations de face à face, à des individus qui en bénéficient comme d'un bien strictement personnel. Elle ne peut donc jouer ce rôle dans la mobilisation des groupes de grande taille caractérisés par l'isolement et l'anonymat des individus qui en font partie. Cette thèse est cependant inexacte parce qu'elle est partielle et cela s'explique par le présupposé en vertu duquel une mobilisation collective est supposée se constituer à travers un rassemblement de masse d'individus isolés, ce qui est inexact. Les théoriciens de la mobilisation des ressources ont montré de manière convaincante que la plupart des mobilisations collectives de mouvements sociaux, même obéissant à des mots d'ordre nationaux, s'appuient en réalité sur des « micromilieus » répartis sur des « sites » différents et reliant leur micromobilisation les unes aux autres par le biais de diffusion d'informations, d'analyses, de sollicitations, jusqu'à obtenir un changement significatif d'échelle dans la mobilisation<sup>57</sup>. Ainsi, la reconnaissance peut fonctionner comme une incitation sélective au plan de ces petits groupes pour stimuler une mobilisation par coordination dont la dynamique débouche sur la constitution et la mobilisation de groupes de grande taille (des associations d'associations en quelque sorte). Pour la deuxième fois, la thèse de Mancur Olson se révèle inadéquate.

---

56. Tilly *et al.*, « Pour une cartographie de la politique contestataire », p. 20-21 ; Oberschall et Hyojoung, « Identity and Action », p. 65. Cette thèse est partagée par des théoriciens de l'identité comme James M. Jaspers et Francesca Polletta, 2001, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, n° 27, p. 294-296.

57. Tilly et Tarrow, *Politique(s) du conflit...*, p. 62-63, 165 et 338-339 ; Dough McAdam, 1988, « Micromobilization Contexts and Recruitment to Activism », *International Social Movement Research*, n° 1. Voir aussi : William A. Gamson, Bruce Fireman et Steven Rytina, 1982, *Encounter with Unjust Authority*, Homewood, The Dorset Press ; Bruce Klandermans et Dirk Oegema, 1987, « Potentials, Networks, Innovations, and Barriers. Steps Toward Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, vol. 52, n° 4, p. 528 ss ; Anthony Oberschall, 1994, « Rational Choice in Collective Protest », *Rationality and Society*, 6 juin, p. 91 ss ; Dipak Gupta, 1993, « Le paradoxe de la rébellion : les relations interraciales aux États-Unis », *Culture et conflits*, n° 12.

Il n'en reste pas moins que les théoriciens de la mobilisation des ressources doivent affronter deux difficultés : la première tient au fait que, comme on l'a vu, la définition des ressources mobilisables est tellement vaste qu'elle englobe aussi bien les ressources matérielles que symboliques, ce qui fait que l'identité elle-même peut parfaitement être comprise de manière *instrumentale* comme une ressource au service de la satisfaction d'un ou de plusieurs intérêts. La seconde découle de ce que ces mêmes théoriciens expliquent que la mobilisation ne peut être comprise à partir d'un accroissement du mécontentement, mais seulement en recourant à une augmentation du niveau des ressources combinée avec une série d'occasions politiques qui abaissent le coût de la mobilisation. Le problème, en substance, est qu'ils dérogent eux-mêmes à cette thèse en mettant en avant des incitations à la mobilisation qui ne consistent pas simplement en l'abaissement de son coût. Il faut maintenant examiner ces difficultés dans l'ordre.

### Une identité instrumentale ?

Dans leur réponse à Jean L. Cohen qui critique – en s'appuyant sur l'importance de l'identité dans la mobilisation collective – la permanence d'une conception économiste de l'action chez les théoriciens de la mobilisation des ressources<sup>58</sup>, Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam avancent la thèse selon laquelle il existe une intrication indémêlable entre identité et intérêts. Selon ces auteurs, à l'inverse de ce que soutiennent les tenants de l'opposition entre « identité » et « intérêts », les participants aux mouvements sociaux nationaux ont toujours associé la promotion de l'identité d'un groupe social et la défense de ses intérêts. C'est ainsi qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, pourtant considéré comme l'« âge d'or de la théorie de la valeur travail », les ouvriers organisés ont, par exemple, non seulement « exigé que leur contribution collective à la production nationale leur donne droit à des salaires décents et à une juste rétribution de leurs tâches, mais aussi que soient reconnues leur dignité et leur identité collective<sup>59</sup> ». On pourrait dire la même chose concernant les mouvements sociaux liés au féminisme ou à l'homosexualité. Cependant, et bien que rien ne soit dit sur la possible hiérarchie de ces deux motifs, qui, par défaut, sont ici placés sur un pied d'égalité, rien n'exclut que l'identité collective, au lieu de constituer une fin en soi de la mobilisation, ne constitue qu'un intérêt échangeable contre un autre.

58. Jean L. Cohen, 1985, « Strategy or Identity: New Theoretical Paradigms and Contemporary Social Movements », *Social Research*, vol. 52, n° 4.

59. Tilly *et al.*, « Pour une cartographie de la politique contestataire », p. 14.

La définition large de la notion de ressources ouvre la porte à la possibilité de considérer l'identité comme une ressource parmi d'autres, destinée à satisfaire différents types d'intérêts. Cela se vérifie particulièrement chez d'autres théoriciens de la mobilisation des ressources qui pourraient illustrer une telle conception. Dans un article intéressant et important, Anthony Oberschall et Kim Hyojoung s'attachent à décrire et à expliquer le mécanisme de polarisation et de conflit de différentes identités ethniques qui coexistent dans une même communauté nationale ou infranationale. L'exemple ici étudié est celui de deux communautés, serbe et bosniaque, appartenant à un même village<sup>60</sup>. Ils commencent par soutenir que les identités sont socialement construites, qu'elles sont multiples, c'est-à-dire qu'elles renvoient à une multiplicité d'appartenances possibles hiérarchisables, en l'occurrence ici l'appartenance prioritaire à la structure politique du village, ou bien à l'ethnie serbe ou musulmane ; qu'elles sont essentiellement expressives et représentent des objectifs en soi, bien qu'elles puissent être aussi considérées de manière instrumentale ; enfin qu'elles constituent une manière d'empêcher le *free riding* dans la mesure où on ne peut passer pour être X sans faire ce qu'il faut pour être perçu comme X, c'est-à-dire être perçu comme promouvant des modes de vie particuliers, une solidarité avec les membres de son groupe. Ainsi, l'attachement à une identité et à sa conservation implique que l'on entreprenne des actions et que l'on acquitte des coûts de participation. Les agents agissent cependant comme des agents rationnels qui réalisent des choix contraints par leurs ressources, qui manifestent une cohérence dans leurs préférences et disposent de règles ou de stratégies de choix fondées – bien que cela ne soit pas nécessaire – sur une maximisation de leur utilité. « Notre modèle, écrivent les auteurs, s'enracine dans la théorie microéconomique, mais nos variables sont sociologiques et socio-psychologiques<sup>61</sup>. »

Anthony Oberschall et Kim Hyojoung étudient ensuite les différents types de comportements ethniques dans des situations de coopération ou de conflit et ils font observer qu'on peut avoir affaire, soit à une coopération avec un métissage relatif des ethnies, soit à leur séparation plus ou moins marquée ou leur antagonisme, avec toute une gamme de possibilités intermédiaires.

---

60. Oberschall et Hyojoung, « Identity and Action », *op. cit.* La situation étudiée est purement idéal-typique, mais elle repose sur la connaissance et la réalisation d'études empiriques de ce type de communautés. (Voir, par exemple, Anthony Oberschall, 2000, « The Manipulation of Ethnicity: From Ethnic to Cooperation Violence and War in Yugoslavia », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 23, n° 6, p. 982-1001.)

61. Oberschall et Hyojoung, « Identity and Action », p. 66.

Dans le premier cas on pose que l'identité dominante n'est pas l'identité ethnique, mais l'identité villageoise, ce qui signifie qu'il existe des formes de coopération interethnique (coopération dans le travail, mariages interethniques, relations de voisinage, festivités communes, dispositions consensuelles à minimiser les désaccords...), une participation à l'ensemble des institutions politiques et culturelles du village, donc un processus d'imbrication des ethnies. Dans le second cas, et sous l'effet des campagnes de mobilisation conduites par les entrepreneurs politiques, c'est l'identité ethnique qui devient supérieure à l'identité villageoise, la coopération interethnique diminue ou cesse, les institutions communes ne permettent plus aux ethnies de coopérer, chacun se replie sur son ethnie propre (*ethnic encapsulation*) et les rapports entre les ethnies deviennent des rapports de différenciation, d'ignorance réciproque, voire d'hostilité. Les membres de l'une ou l'autre des deux ethnies doivent affronter un conflit d'appartenance et de loyauté en raison de l'activation simultanée de deux frontières identitaires incompatibles. Toutes les positions intermédiaires, dans l'une ou l'autre des situations, peuvent être interprétées comme des situations de transition entre les deux positions opposées. Dans ce cas, comment s'effectuent les changements d'identité et d'appartenance ? Selon les deux auteurs, de façon générale, on doit se référer à la pression sociale exercée sur chaque individu par chacune des identités collectives qui cherchent à maximiser leurs bénéfices respectifs. Mais l'individu satisfait aussi une utilité dès lors qu'il choisit une identité plutôt qu'une autre afin d'éviter des dommages ou d'obtenir des avantages (en termes de sécurité, de réputation, de bénéfices de la coopération, etc.). Son changement d'identité est ainsi conditionné par la satisfaction de multiples intérêts et par la nature, l'intensité et la direction de la pression sociale qui constitue une « contrainte » de choix<sup>62</sup>.

62. Oberschall et Hyojoung, « Identity and Action », p. 71. Ce rapport de l'identité et de l'utilité se vérifie particulièrement lorsque les auteurs proposent d'exprimer la gamme des arbitrages entre les identités sous la forme de courbes d'indifférence hiérarchisées. Celles-ci montrent toutes les configurations de choix entre les identités dont chacune possède une utilité déterminée. Chacune des courbes se définit par une série de choix d'identité qui procurent la même utilité aux individus tout en combinant différemment la proportion de ces identités (villageoise serbe / villageoise musulmane). L'utilité globale des choix sur chaque courbe demeure la même pour l'individu, mais la proportion des identités qui les composent varie et définit différents choix possibles. Il peut exister plusieurs courbes d'indifférence, U1, U2, U3, etc., supérieures ou inférieures les unes aux autres en fonction de l'augmentation ou de la diminution de l'utilité des ensembles de choix placés sur une même courbe par rapport à ceux placés sur d'autres courbes. Voir aussi les « *pseudo ethnics* » et les « *ethnic manipulators* » étudiés par

Il en résulte – bien qu’Anthony Oberschall et Kim Hyojoung aient accepté comme prémisse la thèse selon laquelle l’identité est expressive plutôt qu’instrumentale – que leur analyse finit par présupposer la prédominance de la seconde sur la première. L’identité se trouve ainsi comprise comme une ressource, c’est-à-dire comme un intérêt qui sert en outre de moyen à la réalisation d’un autre intérêt. Le conflit entre les identités multiples d’un individu devient comparable à un arbitrage entre des préférences avec une contrainte de choix sous une stratégie de maximisation d’utilité analogue aux « choix identitaires » défendus par Amartya Sen<sup>63</sup>. Il apparaît, du même coup, que les auteurs n’ont pas vraiment rompu avec le cadre théorique de Mancur Olson, mais qu’ils ont plutôt contribué à l’étendre en essayant d’y inclure des « ressources » comme celle de l’identité. De cette analyse découlent cependant deux conséquences qui constituent en même temps deux difficultés :

- a) En faisant du changement d’identité le produit d’un choix rationnel, cette approche semble ignorer que la notion de « choix » convient très mal à des transformations d’identité ou à des changements dans la hiérarchie des identités. Une identité individuelle ou collective est un *état* défini par une composition variable de propriétés naturelles et sociales engendrant des dispositions particulières et inséparables d’un rapport d’appartenance. Or, l’acquisition ou la transformation d’une identité en tant qu’état revient à obtenir ce qu’on appelle un « effet essentiellement secondaire ». Un tel effet, selon la définition de Jon Elster, ne peut être obtenu directement par volonté et de façon calculée<sup>64</sup>. Autrement dit, celui-ci ne peut découler d’un simple désir, d’une injonction ou d’un choix parce qu’il ne peut être engendré que par un processus causal adéquat capable d’induire un changement à plus ou moins long terme dans les dispositions, à la différence d’une simple volition ou d’un choix qui visent directement un tel changement sans avoir les moyens de le produire par cette simple visée<sup>65</sup>. De ce point de vue, invoquer la « pression sociale » du groupe ethnique sur l’individu pour l’inciter à produire

---

James McKay, 1982, « An Exploratory Synthesis of Primordial and Mobilizationist Approaches to Ethnic Phenomena, *Ethnic and Racial Studies*, vol. 5, n° 4, p. 406-407.

63. Amartya Sen, 2007, *Identité et violence*, Paris, Odile Jacob, p. 50.

64. Jon Elster, 1986, *Le laboureur et ses enfants. Deux essais sur les limites de la rationalité*, Paris, Minuit, p. 33; et Jon Elster, 2006, *Raison et raisons*, Paris, Fayard, p. 24-25.

65. Lazzeri, « *Multiple self* et reconnaissance... », *op. cit.*

des changements dans son identité ne fait que renvoyer à la double inefficience de l'injonction et du choix. On le voit, l'utilisation d'un modèle microéconomique appliqué à une variable sociopsychologique comme celle de l'identité ne fournit pas des résultats particulièrement convaincants. Pour éviter une telle difficulté, il devient nécessaire de changer de point de vue sur l'identité et c'est ce que l'on tente de montrer dans la troisième partie.

- b) Une telle conception instrumentale de l'identité qui la soumet à la réalisation de divers intérêts a pour conséquence de rendre difficile la compréhension de la mobilisation collective dans des conflits de reconnaissance. On voit mal comment il est possible de surmonter la thèse olsonienne du *free rider* comme prétend le faire la théorie de la mobilisation des ressources, si elle adopte ces arguments. Si en effet les membres d'un groupe social quelconque se trouvent atteints dans la part collective de leur identité par des actes de dépréciation ou de stigmatisation, on peut toujours considérer qu'il s'agit là d'une forme de « pression sociale » (selon l'expression d'Oberschall et Hyojoung) qui les engage à transformer leur identité ou à modifier la hiérarchie de leurs différentes identités pour ne pas subir de dommages. Dans ce cas, il n'existe pas vraiment de raison de participer à une mobilisation collective dans des conflits de reconnaissance dont l'enjeu réside dans l'identité du groupe : il suffit de chercher à transformer son identité ou de feindre d'en avoir changé lorsque c'est possible. La défection peut ainsi devenir une stratégie dominante. Cette somme de stratégies individuelles de transformation peut ainsi aboutir au même résultat que celui de la défection collective théorisée par Mancur Olson, ce qui ramène au point de départ par une autre voie, alors qu'on tentait précisément d'établir le contraire.

### **Mobilisation des ressources et conflits « éruptifs »**

La seconde difficulté à laquelle se heurte la théorie de la mobilisation des ressources est que, tout en critiquant la conception « éruptive » des conflits qu'incarnerait la théorie de la frustration relative au profit d'une conception de la faible variation du mécontentement social, elle semble faire entrer par la fenêtre ce qu'elle s'est empressée de faire sortir par la porte. Lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi une frontière identitaire se trouve « activée » et quelles en sont les conséquences, Charles Tilly et Sidney Tarrow recourent à des événements ou à des situations



particulières: pour rendre compte du mouvement noir pour les droits civils dans les années 1960 aux États-Unis, ils invoquent le fait que, «partiellement libérés de l'oppression raciste du sud par l'urbanisation, la migration vers le nord et l'entrée dans la classe moyenne, les Afro-américains ayant accédé à un certain niveau d'éducation supportaient de plus en plus mal la ségrégation de fait qui régnait dans le pays<sup>66</sup>». Pour expliquer la guerre du Haut Karabakh entre les Arméniens et les Azéris en 1992, ils évoquent le rejet des prétentions et la décertification de chacun de ces peuples par l'État de l'autre<sup>67</sup>. Pour expliquer la mobilisation et la contestation du régime est-allemand à la fin des années 1980, Anthony Oberschall montre que, dans la mesure où à l'Est le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev avait entamé des réformes et un mouvement vers la démocratie et dans la mesure où ces réformes se trouvaient précisément bloquées en Allemagne de l'Est, cela engendrait un désir de réforme qui s'est traduit par une mobilisation collective d'ampleur<sup>68</sup>. Dès lors que ces auteurs font une place à la notion d'identité et à la notion de reconnaissance, ils recourent à une analyse motivationnelle de la mobilisation collective. Cependant, une affirmation d'identité ou une demande de reconnaissance à l'égard de groupes sociaux déterminés ou à l'égard d'institutions publiques ne se fait pas de façon constante à la manière dont ces théoriciens soutiennent que le taux de mécontentement dans les sociétés démocratiques est permanent. Il existe en effet des phénomènes *conjoncturels* (actes gouvernementaux, déclarations politiques, comportement des groupes sociaux, etc.) qui provoquent une remise en question des statuts, des identités, et déclenchent précisément la réponse des individus ou des groupes sociaux qui affrontent ces différentes formes de dégradation statutaire ou de mépris social. On observera en outre que deux de ces explications font appel à la notion de frustration relative, ce qui doit signifier, au minimum, que cette théorie n'est pas tout à fait dépourvue de pouvoir explicatif comme le prétend la théorie de la mobilisation des ressources. On pourrait même en conclure que le concept de frustration relative permet de comprendre le processus «d'activation» de frontière inhérente au conflit. Cependant, pour parfaire cette explication, il faudrait pouvoir appliquer ce concept non plus simplement aux individus (on retomberait alors sur la seconde objection (*cf. supra*), de la théorie de la mobilisation des ressources), mais à l'identité collective elle-même pour expliquer l'émergence de la mobilisation collective dans des luttes pour la reconnaissance: c'est ce que tente de faire la troisième partie de

66. Tilly et Tarrow, *Politique(s) du conflit...*, p. 43.

67. *Ibid.*, p. 139.

68. Oberschall, «Rational Choice in Collective Protest», p. 91.

ce texte. Il reste donc maintenant deux questions à examiner : 1°) Comment doit-on considérer l'identité si celle-ci ne se réduit pas à un intérêt subordonnable ou échangeable avec d'autres intérêts ? 2°) Peut-on appliquer la théorie de la frustration relative à la production des conflits de reconnaissances qui ont pour enjeu des identités collectives ?

## IDENTITÉ, RECONNAISSANCE ET CONFLITS

### Une conception « expressive » de l'identité

Concernant la première question, on peut trouver des éléments de réponse dans les thèses défendues par Alessandro Pizzorno dans son étude « Some Other Kind of Otherness<sup>69</sup> ». Il y soutient que lorsque l'objectif de la protestation collective est la défense d'une identité collective, si l'on appartient au groupe, il existe une forte incitation à participer car on possède une identité commune avec celle des autres membres et la participation constitue une réaffirmation d'appartenance. Ce n'est pas seulement le résultat de l'action qui compte, mais aussi le fait d'affirmer l'identité et par là même de la défendre, quel que soit le résultat de l'action considérée et, dans ces conditions, la défection n'a pas tellement de sens puisque la participation ne s'interprète pas en termes de calculs coûts/avantages pour obtenir un bien collectif. En fait, l'engagement à l'égard du groupe constitue une condition de conservation de l'identité que l'on partage avec lui car celle-ci peut, en effet, se trouver frappée d'incertitude. Un des présupposés de la théorie du choix rationnel est que les préférences demeurent stables et plus précisément que les critères qui sont utilisés pour évaluer une action au moment du choix demeurent les mêmes au moment de l'évaluation du résultat, c'est-à-dire des conséquences du choix. Or, présumer une telle constance est peu réaliste en particulier pour tous les choix qui comportent des conséquences à long terme, c'est-à-dire celles qui, au fond, doivent être considérées comme les plus importantes dans la vie d'un individu (comme le

69. Alessandro Pizzorno, 1986, « Some Other Kind of Otherness. A Critique of Rational Choice Theory », dans *Development, Democracy and the Art of Trespassing: Essays in Honor of Albert Hirschmann*, sous la dir. d'Alejandro Foxley, Michael S. McPherson et Guillermo O'Donnell, Notre-Dame (IN), University of Notre-Dame Press, repris sous le titre « Fare propria un'altra alterità » [Faire sienne une autre altérité], dans Alessandro Pizzorno, 2008, *Il velo della diversità, Studi su razionalità e riconoscimento* [Le voile de la diversité. Études sur la rationalité et la reconnaissance], Feltrinelli, Milan. Voir aussi Céfaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ?...*, p. 267 ss.

choix d'une profession, d'un conjoint, l'engagement volontaire dans une guerre). Lorsqu'un agent envisage une action, il n'est pas seulement incertain à propos de l'état futur du monde (situations traitées par la théorie lorsqu'elle introduit le calcul d'incertitude de risques), mais encore à propos des *états futurs du moi* sur lesquels la théorie demeure muette<sup>70</sup>. De ce point de vue, mettre en avant comme le fait la théorie du choix rationnel la calculabilité des décisions prises en termes d'utilité pour l'individu est une conséquence secondaire pour lui car les décisions qu'il prend en  $T_0$  sur la base des préférences présentes découlant de l'état présent de son moi sont censées produire des conséquences en  $T_1$  en rapport avec ses préférences en  $T_0$ . Or l'individu en  $T_0$  ne peut pas prévoir qu'il sera toujours *semblable à lui-même* en  $T_1$ , de sorte que les décisions qu'il prend en  $T_0$  et qui correspondent à ses préférences présentes pourraient affecter en  $T_1$  un individu qui n'est plus le même qu'en  $T_0$ <sup>71</sup>. Ainsi, la méta-préférence que peut manifester X en  $T_0$  consiste à surmonter l'incertitude de ce qu'il sera en  $T_1$ , s'il veut en  $T_1$  demeurer semblable à ce qu'il était en  $T_0$ . Cette option (qui peut être complètement implicite et informulée) *précède* le choix de calculer, en  $T_0$ , les conséquences utiles de son action. Il en résulte que si X désire tacitement posséder en  $T_1$  la même identité qu'en  $T_0$ , il lui faut contribuer à la reproduire et cela passe par une tout autre stratégie que celle de l'autoliasion (*self-binding*) défendue par Jon Elster<sup>72</sup>. Selon celui-ci, X aménage en  $T_0$  son « milieu » pour s'assurer qu'en  $T_1$  il agira conformément aux préférences de  $T_0$ , mais l'autoliasion ne peut pas porter sur l'identité de X en  $T_1$ , puisque la contrainte du milieu ne peut pas produire une identité : seule une forme de reconnaissance par un groupe ou des individus peut assurer l'identité de X en  $T_0$ , et lui faire désirer la reconduire en  $T_1$ ,  $T_n$ ... Cependant, si X en  $T_0$  désire conserver son identité en  $T_1$ , il devra, dès  $T_0$ , assurer les condi-

---

70. Pizzorno, « Fare propria un'altra alterità », p. 55 ; voir aussi du même auteur : « Decisioni o interazioni ? La micro-descrizione del cambiamento sociale » [Décisions ou interactions ? La micro-description du changement social], dans Alessandro Pizzorno, 2008, *Il velo della diversità...*, *op. cit.*, p. 254 ; et « Considérations sur les théories des mouvements sociaux », p. 78-79. Il est difficile de comprendre en quel sens on pourrait interpréter l'incertitude des états futurs du moi comme une « pathologie » qui rendrait la thèse d'Alessandro Pizzorno « lourde de périls », comme le fait étrangement Lilian Mathieu (2004, *Comment lutter ? Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Textuel, p. 73-74). En quoi une incertitude d'identité est-elle forcément pathologique ?

71. Pizzorno, « Fare propria un'altra alterità », p. 55.

72. Jon Elster, 1979, *Ulysses and the Sirens. Studies in Rationality and Irrationality*, Cambridge, Cambridge University Press.

tions de reproduction de son « cercle de reconnaissance » pour assurer la *continuité* de son identité, donc assurer ou surmonter l'incertitude qui pourrait transformer ce cercle, l'affaiblir ou le faire disparaître<sup>73</sup>. De fait, pour maintenir la continuité du cercle, il faut assurer son renforcement et donc participer aux actions collectives par lesquelles le cercle de reconnaissance s'affirme et se renforce. On peut du même coup surmonter le problème que les économistes appellent celui du choix intertemporel et qui consiste pour X à choisir par *akrasia* (souvent à son désavantage) le moi futur le plus proche au regard du plus lointain<sup>74</sup>. En fait, le moi présent n'a pas de « faiblesse de la volonté » pour le moi le plus éloigné, il le veut aussi intensément que le plus proche puisqu'ils sont *semblables* (ou qu'on désire qu'ils le soient) : il n'y a plus ici d'avantage immédiat à gagner contre le moi futur. Il faudrait simplement compléter l'argument d'Alessandro Pizzorno en observant que le désir de continuité de l'identité de X de  $T_0$  à  $T_1$  ne signifie pas que cette continuité vise à conserver la même identité en  $T_1$  pour simplement sauvegarder ses préférences de  $T_0$ . Bien plutôt, X sait tacitement en  $T_0$  qu'un changement d'identité en  $T_1$  aura pour conséquence que les préférences qu'il avait formulées en  $T_0$  ne seront plus *les siennes* (c'est-à-dire qu'il ne les reconnaîtra plus comme les siennes), puisqu'il risque de changer en  $T_1$  et qu'elles n'avaient de valeur pour lui que parce qu'elles *exprimaient son identité*. Finalement, c'est à travers la continuité de ses préférences entre  $T_0$  et  $T_1$  que X exprime tacitement un désir de continuité de son identité plutôt que celui de soumettre son identité à ses préférences.

En s'appuyant sur cet argument, on peut alors soutenir que l'identité individuelle ou collective ne peut être pensée comme un intérêt analogue à tous les autres auxquels elle pourrait se subordonner ou avec lesquels elle pourrait être interchangeable, selon les analyses d'Anthony Oberschall et Kim Hyojoung, puisqu'elle constitue la *condition ultime* définissant la nature et la valeur de tous les intérêts qui en constituent des expressions. Bref, nos intérêts dépendent finalement de ce que nous sommes et désirons être. Cela ne signifie pas que les mouvements sociaux et leurs leaders ne puissent faire un usage « stratégique » de leur identité collective dans les phases de revendication et de conflit en fonction des impératifs de la situation et de l'action. Mais un tel usage n'est en rien incompatible avec une conception expressive de l'identité.

73. Pizzorno, « Fare propria un'altra alterità », p. 56-57.

74. Richard H. Thaler et Hersh M. Shefrin, 1981, « An Economic Theory of Self-control », *Journal of Political Economy*, vol. 89, n° 21, p. 394 ss ; Jon Elster (dir.), 1985, *The Multiple Self*, Cambridge, Cambridge University Press.

L'argument d'Alessandro Pizzorno fait apparaître du même coup l'insuffisance de la réponse de la théorie de la mobilisation des ressources à la thèse de Mancur Olson et le moyen de la dépasser.

On doit cependant prendre garde à ce que l'argument en faveur de l'irréductibilité de l'identité à l'intérêt ne signifie en aucun cas, comme le soutiennent certains théoriciens des mouvements sociaux, qu'on ait affaire à l'entrée de la contestation sociale dans une ère « postmatérialiste » où les revendications matérielles auraient été purement et simplement supplantées par les revendications identitaires<sup>75</sup>. Une telle thèse est sans doute aussi inexacte que son opposé et l'on pourrait montrer, comme le font Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam (*cf. supra*) ou encore Axel Honneth et Nancy Fraser<sup>76</sup>, que bien des mouvements sociaux, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, combinent les deux dimensions dans des proportions variables : les luttes symboliques ne sont jamais dépourvues d'enjeux matériels tout comme les conflits redistributifs ne sont jamais indépendants de revendications identitaires<sup>77</sup>. Si cela est vrai, on pourrait en déduire l'hypothèse selon laquelle alors même que des revendications d'intérêts matériels pourraient favoriser le processus de défection, celui-ci pourrait être contre-carré par la dimension identitaire de la mobilisation collective. La critique du réductionnisme de l'identité à l'intérêt n'a pas pour contrepartie la défense d'un monisme culturaliste aussi réducteur que l'était, en son temps, la vulgate marxiste<sup>78</sup>.

### **Frustration relative et conflits de reconnaissance**

On peut maintenant en venir à la réponse à la seconde question concernant l'application possible de la théorie de la frustration relative aux conflits de reconnaissance liés à des enjeux d'identité collective. C'est ce qui était indiqué dans la quatrième remarque concluant l'exposé des prémisses des théories de la frustration

75. Voir, par exemple, Alberto Melucci, 1980, «The New Social Movements: A Theoretical Approach», *Social Science Information*, vol. 19, n° 2.

76. Axel Honneth et Nancy Fraser, 2003, *Redistribution or Recognition, A Philosophical Exchange*, Londres, Verso.

77. Sur ce point, lire : Edward P. Thomson, 1988, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Seuil ; Samuel Bowles et Herbert Gintis, 1986, *La démocratie post-libérale. Essai critique sur le libéralisme et le marxisme*, Paris, La Découverte, p. 213 ; et Alain Faure et Jacques Rancière (dir.) 2007, *La parole ouvrière*, Paris, La Fabrique.

78. Christian Lazzeri, 2009, «Reconnaissance et redistribution : repenser le modèle dualiste de Nancy Fraser», dans *La reconnaissance aujourd'hui*, sous la dir. d'Alain Caillé et Christian Lazzeri, Paris, CNRS Éditions.

relative. Il n'est pas utile (et la place manque) d'appliquer trait pour trait les cinq modèles de frustration relative à différents types de conflits de reconnaissance, mais on peut au moins en proposer une combinaison schématique.

1. Le premier modèle (1) (*aspirational deprivation*) se produit lorsque la situation en termes de reconnaissance demeure stable, mais que les attentes de reconnaissance croissent. C'est le cas lorsque le faible niveau de reconnaissance, l'indifférence ou le mépris demeurent relativement stables, alors que le niveau des attentes de reconnaissance tend à s'élever. On pourrait illustrer ce type de frustration relative en invoquant le phénomène du « dégel cognitif » proposé par Kurt Lewin, ou celui de « libération cognitive » présenté par Doug McAdam<sup>79</sup>. Cela désigne le moment où l'ensemble des croyances partagées par un groupe social et relatives à son statut, ainsi que sa perception des occasions politiques d'engagement dans l'action, commencent à se modifier sous l'effet de facteurs endogènes ou exogènes. Il en résulte que l'attente du groupe diverge de façon croissante à l'égard de l'ajustement des préférences qu'il manifestait jusqu'ici concernant son propre statut social sous l'effet de l'indifférence ou du mépris dont il faisait l'objet. Cet écart peut être aussi formulé en termes d'injustice (4<sup>e</sup> type, *supra*, on combine donc (1) et (4)) dès lors que les attentes renvoient à ce que l'on considère comme un dû sous l'effet d'une promesse ou d'une comparaison avec d'autres groupes sociaux de statut comparable. On assiste alors à l'émergence d'une exigence de reconnaissance sous la forme d'une stratégie de *conquête* d'un ensemble de droits et de statuts. On pourrait invoquer ici, à titre d'exemple, le schéma d'évolution des droits présenté par la sociologie politique de Thomas H. Marshall réinterprétée par Axel Honneth en termes de reconnaissance<sup>80</sup>. Dans la conception évolutive des formes de reconnaissance proposée par Honneth, qui se déploie tout au long de la période moderne, on obtient d'abord une reconnaissance

---

79. Kurt Lewin, 1958, « Group Decision and Social Change », dans *Readings in Social Psychology*, sous la dir. d'Eleanor E. Maccoby, Theodore M. Newcombe et Eugene L. Haertley, New York, Holt, Rinehart et Winston; Doug McAdam, 1982, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press; voir aussi Bourdieu, *La distinction...*, p. 184-185.

80. Thomas H. Marshall, 1950, *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge, Cambridge University Press; et Axel Honneth, 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf.

interne à la structure familiale; dans un deuxième temps on élargit les revendications en exigeant une reconnaissance liée aux droits politiques; dans un troisième temps on élargit encore les revendications en exigeant l'octroi d'une reconnaissance sociale liée au travail. Dans tous les cas de figure, on a affaire à partir de chaque jouissance d'une reconnaissance dans une sphère sociale particulière à des attentes de reconnaissance élargies à d'autres sphères et qui s'inscriront ensuite dans la stabilité d'une offre de reconnaissance institutionnalisée. C'est à partir de ce degré de reconnaissance acquis et devenu insuffisant avec l'émergence de nouvelles attentes que prennent corps de nouvelles revendications qui vont élargir la sphère des caractéristiques qui seront subsumées sous le concept de reconnaissance, manifestant simultanément un enrichissement de la reconnaissance par la multiplication des capacités qui peuvent être reconnues et par une intégration sociale accrue en raison même de cette multiplicité.

Le second exemple est celui des phénomènes de caste dans les sociétés orientales, en particulier en Inde et au Japon au début du xx<sup>e</sup> siècle, ou celui de la ségrégation des Noirs américains qui a largement perduré jusqu'au début des années 1960. Sous l'effet de facteurs politiques et culturels externes (colonisation et effet des idées occidentales), se manifeste progressivement un écart grandissant entre la situation de dépréciation, de stigmatisation et de discrimination des membres des castes d'intouchables en Inde et des *Burakumin* japonais et leurs attentes de reconnaissance<sup>81</sup>. Celles-ci tendent à s'intensifier jusqu'à engendrer des luttes pour la reconnaissance fondées sur l'exigence d'un droit au traitement égal en matière civile et politique. Il en va de même, on l'a vu (*supra*), pour les Noirs américains au début des années 1960. On combine, ici aussi, des frustrations de types (1) et (4). Ce qui se produit dans ces trois cas est une frustration relative affectant des identités collectives et débouchant sur une exigence de reconnaissance conflictuelle à forte mobilisation collective sous la forme d'une conquête de droits et de statuts. On a donc affaire ici à un cas de *reconnaissance de conquête* et la mobilisation est *fondamentalement créatrice*.

---

81. Jean-François Sabouret, 1983, *L'autre Japon, les Burakumin*, Paris, Maspero (La Découverte); Robert Delière, *Le système indien des castes*, Québec, Septentrion, 2006. Cela ne signifie nullement que les castes aient disparu en Inde.

2. Le deuxième modèle (2) (*decremental deprivation*) s'applique aux attentes de reconnaissance ajustées à une situation jusqu'à présent relativement stable alors même qu'elle en vient à se transformer de façon négative. En d'autres termes, on jouit d'une reconnaissance particulière dont on espère la reproduction alors que la dégradation dont elle fait l'objet, sa disparition (indifférence) ou son inversion (mépris social), creusent un écart entre un niveau d'attente relativement stable et une situation nouvelle en contradiction avec lui. Pour le dire autrement, on a affaire ici à la reconnaissance dont on a bénéficié jusqu'ici et qui se trouve remise en cause par la manifestation d'une forme de mépris, quelle que soit la nature de celui-ci (déclassement, stigmatisation, exclusion, discrimination, offenses, etc.), et qui tend à détruire le rapport positif à soi qui avait été intersubjectivement construit à travers un ensemble d'interactions sociales plus ou moins institutionnalisées et routinisées. Cette situation négative, qui se produit sous l'effet de facteurs endogènes ou exogènes, diverge de façon croissante avec les attentes que le groupe manifestait jusqu'ici à l'égard de son propre statut social sous l'effet de l'évaluation positive dont il faisait l'objet. Un tel écart peut être aussi formulé – comme celui du modèle précédent – en termes d'injustice (4<sup>e</sup> type, *supra*, on combine ici (2) et (4)) si les attentes satisfaites sont légitimes et que la dégradation de la situation ne l'est pas. Ici aussi, c'est l'ampleur de l'écart et son aspect intolérable qui poussent les individus ou les groupes sociaux à entrer dans un conflit. On a affaire dans ce cas aussi à un type de frustration relative qui affecte des identités collectives dont les porteurs tendent à se mobiliser. On pourrait illustrer cela par la situation des soldats indigènes qui ont combattu dans l'armée française durant la Seconde Guerre mondiale et qui ont obtenu des promotions. Ces soldats pouvaient se sentir reconnus comme les égaux des Métropolitains, alors même que la démobilisation n'allait pas tarder à les replonger dans une situation d'infériorité qui allait jusqu'à en faire des non-citoyens<sup>82</sup>. On pourrait aussi illustrer cela par la position de tous les groupes sociaux, qu'il s'agisse de groupes socioprofessionnels, de groupes ethniques ou culturels, qui subissent des phénomènes de déclassement social ou de stigmatisation et qui se mobilisent en vue de leur revalorisation professionnelle ou de l'accès à un

---

82. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, p. 41.



traitement égal (à moins qu'il ne s'agisse de faire accepter leur spécificité). Cependant, dans ce cas, le conflit de reconnaissance ne vise pas à promouvoir un changement, mais exige le retour à la situation antérieure (ou aménagée de façon *équivalente*) sous la forme d'un ensemble d'actes de réparation qui annule la disparition, la dégradation ou l'inversion de la reconnaissance déjà obtenue. On a affaire ici à une sorte de retour au *statu quo ante*, comme dans les cas des offenses réparées par la vengeance ou par l'excuse. Ce modèle s'applique donc tout particulièrement au cas de la *reconnaissance de réparation* et la mobilisation est ici *fondamentalement restauratrice*.

3. Le troisième modèle (*progressive deprivation*) s'applique à un écart entre des attentes croissantes de reconnaissance (premier modèle) et une situation nouvelle qui se dégrade progressivement (second modèle) : les deux courbes se trouvent en situation de divergence simultanée. On a affaire ici à de nouvelles attentes de reconnaissance qui se développent avec une intensité croissante alors que se manifeste progressivement une situation de dégradation, de disparition (indifférence) ou d'inversion (mépris social) de reconnaissance qui creuse un écart grandissant avec le niveau croissant des attentes. Cet écart peut être aussi formulé en termes d'injustice (4<sup>e</sup> type, *supra*) si les attentes croissantes de reconnaissance sont considérées comme légitimes alors que la situation en constante dégradation est considérée à l'opposé. C'est cet écart, lui aussi intolérable, qui conduit précisément à la mobilisation collective et au conflit. On pourrait trouver une illustration de cette divergence croissante dans l'analyse que donne Machiavel de la réaction de la plèbe romaine à l'égard des grands dans les *Discours sur la première décade de Tite-Live*<sup>83</sup>. La plèbe romaine qui ne veut pas voir sa dépendance politique être assimilée à un statut d'esclavage (ou un statut trop proche de celui-ci) développe à l'égard de la noblesse une attente de reconnaissance civique pour obtenir la possibilité de participer aux délibérations et aux décisions concernant la politique de la cité. Or, non seulement cette attente n'est pas satisfaite, mais le mépris social de la part de la noblesse s'intensifie lorsqu'il est clairement signifié à la plèbe qu'il est impossible qu'elle puisse accéder aux fonctions qu'elle demande du fait de son incapacité à les

---

83. Christian Lazzeri, 2001, « La citoyenneté au détour de la république machiavélienne », dans *L'enjeu Machiavel*, sous la dir. de Michel Senellart et Gérard Sfez, Paris, Presses universitaires de France.

remplir. La révélation du motif de la décision de ne pas accorder le droit de citoyenneté intensifie le mépris social dont elle est l'objet puisque cet argument officiel et public, d'ailleurs doublé d'insolence verbale, redouble négativement le simple mépris d'indifférence qui semblait avoir prévalu jusqu'alors. Ainsi, la situation de la plèbe semble empirer alors que son attente de reconnaissance s'accroît. Il ne reste donc que le conflit pour tenter d'abolir cet écart. Ce conflit prend la forme de la lutte entre la plèbe et les grands, lutte qui aboutira à la création d'une institution particulière destinée à protéger la plèbe, à savoir le tribunat. Dans ce cas, se combinent à la fois la demande de réparation (deuxième modèle) et la satisfaction des attentes croissantes (premier modèle); plus exactement, on peut penser que la seule réparation que l'on puisse obtenir réside ici dans la satisfaction des attentes: on a donc affaire à un cas où la reconnaissance de *réparation* se confond avec une reconnaissance de *conquête*<sup>84</sup>.

Ces trois types de frustration relative, qui peuvent d'ailleurs au cours des processus revendicatifs basculer les uns dans les autres<sup>85</sup>, ne constituent tout au plus que des hypothèses de recherche qui exigeraient d'être approfondies dans leur formulation théorique et qui devraient donner lieu à des recherches empiriques en tenant compte des thèses de la théorie de la mobilisation des ressources relatives aux rapports entre l'abaissement des coûts de la mobilisation et la structure des occasions politiques. On devrait aussi tenir compte des problèmes particuliers de la mobilisation à dimension identitaire lorsque se pose, pour les mouvements sociaux, la question de savoir s'ils doivent se contenter de retourner le stigmate qu'ils subissent en une qualité positive qui doit être reconnue comme telle, ou s'ils doivent au contraire le minimiser en insistant plutôt sur ce qui permet leur intégration sociale en vertu d'autres caractéristiques voisines de celles qui sont acceptables par la culture majoritaire<sup>86</sup>. Le simple fait cependant de pouvoir formuler ces hypothèses à partir des difficultés que rencontre la théorie de la mobilisation des ressources permet de critiquer efficacement au moins deux de ses principales objections: la première critique prétend que la thèse du mécontentement social constant n'est pas convaincante et ne parvient pas à éliminer le statut

84. Voir les trois courbes en «J» en annexe.

85. La place manque ici, mais on peut montrer que la manifestation d'attentes croissantes de reconnaissance en (1) peut déclencher une combinaison de stigmatisation et de répression qui dégrade la situation des agents les faisant basculer dans le modèle (3), etc.

86. Mathieu, *Comment lutter?*, p. 141 ss.

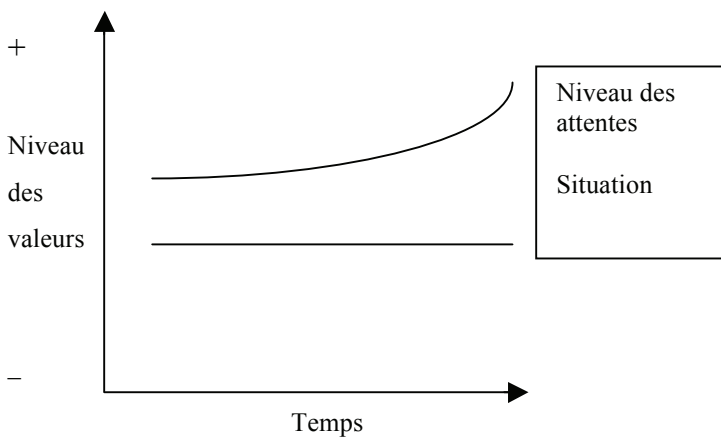
conjoncturel ou événementiel de l'activation des frontières identitaires. Celles-ci ne sont pas seulement activées par le conflit, elles constituent aussi la condition de production de celui-ci comme le montrent (*cf. supra*) les exemples choisis par Charles Tilly, Sidney Tarrow et Anthony Oberschall. Dès que les théoriciens de la mobilisation des ressources invoquent eux-mêmes les conjonctures où les événements, ils annulent leur propre prémisse sur la constance du mécontentement. La seconde critique est que les théories de la frustration relative, dès qu'elles peuvent s'appliquer aux identités collectives, ne partent pas forcément d'individus aux statuts et aux motivations hétérogènes pour tenter de les agréger à un niveau collectif. Elles peuvent s'appliquer directement à un groupe social dont les membres sont collectivement porteurs d'une identité commune.

*In fine*, ces deux modèles théoriques nous apprennent à surmonter deux difficultés. La première consiste à considérer qu'une analyse motivationnelle suffit à rendre compte des conflits en général et des conflits de reconnaissance en particulier sans se préoccuper des conditions de la mobilisation ; la seconde consiste à penser que la conjonction entre l'abaissement des coûts de mobilisation et la structure des occasions politiques suffit à elle seule à rendre compte de l'émergence des conflits en négligeant les facteurs motivationnels.

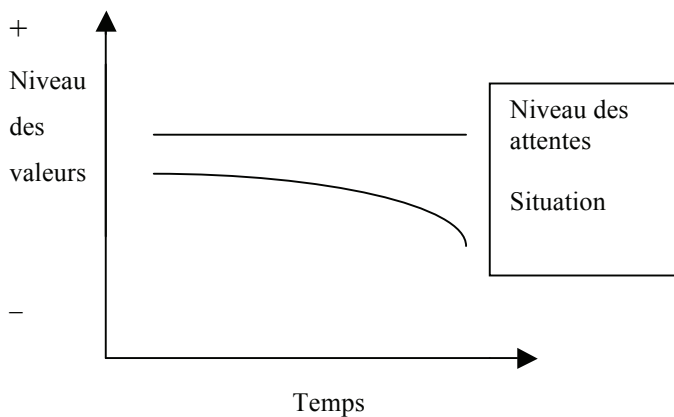
## ANNEXE

### Les trois courbes en «J»

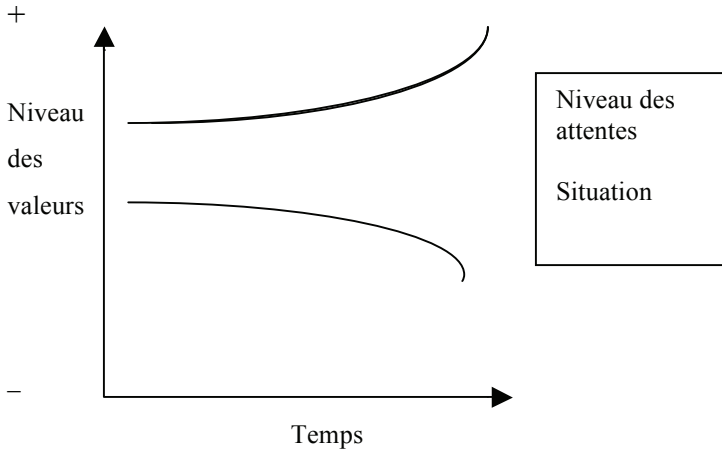
#### 1<sup>er</sup> modèle: «frustration aspirationnelle»



#### 2<sup>e</sup> modèle: «frustration par décroissance»



**3<sup>e</sup> modèle : « frustration progressive »**



Source : Ted R. Gurr, 1970, *Why Men Rebel*, Princeton (NJ), Princeton University Press, p. 47, 51 et 53.)